

La Chine impérialiste



2021

Cahiers révolution communiste

- n° 30 Denis, *Les marxistes et l'émancipation des femmes*, 1976
- n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
- n° 28 *La révolution hongroise de 1956*, 2016
- n° 27 *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019
- n° 26 *Les marxistes et l'écologie*, 2021
- n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
- n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, compilation 1902-1913
- n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
- n° 22 *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
- n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
- n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
- n° 18 *Plateforme internationale*, 2017
- n° 17 *Programme pour la France*, 2017
- n° 16 *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
- n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
- n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
- n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
- n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940
- n° 11 *En défense des retraites*, 1995
- n° 10 Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865
- n° 9 *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016
- n° 8 *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915
- n° 6 Marx, *La crise*, compilation 1847-1875
- n° 5 Trotsky, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, 1938
- n° 4 *M&R/VdT et la guerre mondiale*, 2015
- n° 3 *Chili 1970-1973*, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, compilation 1911-1934
- n° 1 *Plateforme pour le communisme*, 2013

4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP (voir p. 59)
3 euros auprès des militants du Groupe marxiste internationaliste

**Révolutions
et contrerévolutions en Chine
de 1911 à 1992
(septembre 2002) p. 4**

**Pourquoi la Chine est une
puissance impérialiste
(octobre 2021) p. 36**

Révolutions et contrerévolutions en Chine de 1911 à 1992

[...]

UN PAYS LONGTEMPS FIGÉ DANS LE MODE DE PRODUCTION ASIATIQUE

Avant de sombrer sous la domination des pays capitalistes d'Europe, nombre de formations sociales d'Asie et d'Amérique ont relevé de la domination d'un mode de production que Marx nomme parfois « asiatique ». L'infrastructure reposait sur un assez faible niveau des forces productives. Elle était basée sur des petites collectivités agricoles et artisanales, des communautés villageoises propriétaires collectives du sol.

Le but du travail n'est pas la création de valeur, mais la conservation du propriétaire individuel et de sa famille, ainsi que de l'entité communale dans son ensemble. (Karl Marx, Manuscrits, 1857-1858, ES, 1980, t. 1, p. 411)

Mais celles-ci étaient unifiées politiquement par un État. La classe dominante, coiffée par un empereur, se confondait avec l'État qui captait une large partie du surproduit social sous forme de taxations de la paysannerie, tout en assurant des travaux publics, notamment d'irrigation.

Les conditions collectives de l'appropriation réelle par le travail, les canaux d'irrigation, les moyens de communication apparaissent alors comme l'oeuvre de l'unité supérieure, du gouvernement despotique planant au-dessus des petites communes. (Karl Marx, Manuscrits, 1857-1858, ES, 1980, t. 1, p. 413)

Dans une formation sociale de ce type, la croissance des forces productives est entravée.

En Asie, la rente foncière constitue l'élément principal des impôts et se paie en nature. Cette forme de la rente, qui repose là sur des rapports de production stationnaires, entretient par contrecoup l'ancien mode de production (Karl Marx, Le Capital, livre I, 1867, ES, 1976, o. 112)

Cette inertie explique qu'à l'époque où les monarchies d'Europe découvrent le reste du monde et se mettent à le piller, les Chinois de la dynastie Ming lancent des expéditions maritimes aussi ambitieuses quant à l'étendue (Océan Indien, Océan Pacifique) mais dépourvues d'agressivité.

Ces expéditions (1405-1433), les plus importantes jamais vues jusque-là sur la planète, comportaient quelque 37 000 hommes d'équipages, réparatis dans des flottilles comptant jusqu'à 317 unités... La flotte de Cheng Ho appartenait à un tout autre univers. Amasser des richesses, faire du com-

merce, conquérir, convertir, recueillir des informations scientifiques n'était pas le but de sa vaste et coûteuse entreprise... Les voyages devinrent une institution destinée à montrer le pouvoir et la splendeur de la nouvelle dynastie. (Daniel Boorstin, Les Découvreurs, 1983, Laffont, 1988, p. 167-169)

La mise en cause d'une politique somptuaire, coutant beaucoup et ne rapportant guère, se traduit par la victoire à la cour impériale des mandarins sur les eunuques (dont l'amiral était un représentant). La Chine se referme.

L'empereur interdit à ses sujets tout déplacement à l'étranger... L'opposition aux exploits de Cheng Ho n'était qu'un épisode de plus dans la guerre séculaire des bureaucrates confucianistes contre les eunuques de cour. La bureaucratie centralisée... exigeait que le trésor impérial serve à des programmes de conservation de l'eau, à la construction de greniers ou creusement de canaux... À la même époque, la menace mongole et tatar sur la frontière nord-ouest contraignait les Chinois à d'importantes dépenses militaires. Il fallut réparer la Grande Muraille... En l'espace d'un siècle — celui d'Henri le Navigateur, où conquistadors et marins se lançaient sur les océans du monde entier— les Chinois prenaient toutes dispositions pour abolir la navigation... (Daniel Boorstin, p. 175-176)

Pourtant, la Chine d'avant la révolution de 1949 était dépeinte comme féodale par le Parti communiste chinois une fois stalinisé. Pas seulement par insuffisance théorique. De fait, à partir de 1931 il fut interdit par Staline de recourir à la notion de mode de production asiatique, comme par Mao après la prise du pouvoir par le PCC.

Le chauvinisme des bureaucraties était peu compatible avec le rattachement par Marx et Engels de la Russie et de la Chine au despotisme asiatique. Ensuite, la description peu flatteuse par Marx et Engels d'une bureaucratie étatique couronnée par un empereur autocratique pouvait inspirer de fâcheuses comparaisons envers la caste au pouvoir et son dirigeant sacralisé. Enfin, les bureaucraties d'URSS et de RPC, à la recherche d'alliés contre la menace impérialiste, tenaient à ménager les mouvements nationalistes bourgeois et à interdire au prolétariat des pays dominés toute perspective de révolution socialiste à court terme.

Pour justifier la soumission menchevik à la bourgeoisie nationale, il fallut revenir à la perspective d'une phase capitaliste prolongée. À cette fin, Staline décréta que tout pays devait suivre les mêmes étapes historiques : esclavagisme, féodalisme, capitalisme, socialisme. En réalité, au 19^e siècle, le féodalisme ne dominait en Asie que le Japon (*Le Capital*, livre I, ch. 27), ce qui facilita son passage précoce au capitalisme et lui évita la domination de l'étranger. Par contre, les autres pays d'Asie n'allaient jamais connaître de véritable période féodale.

Car l'immobilisme caractéristique des formations sociales dominées par le mode de production asiatique prend fin dès le milieu du 19^e siècle, mais pas pour engendrer un véritable féodalisme. Le capitalisme mondial va déstructurer l'économie précapitaliste séculaire de la Chine et y engendrer des noyaux des classes modernes, bourgeoisie et prolétariat.

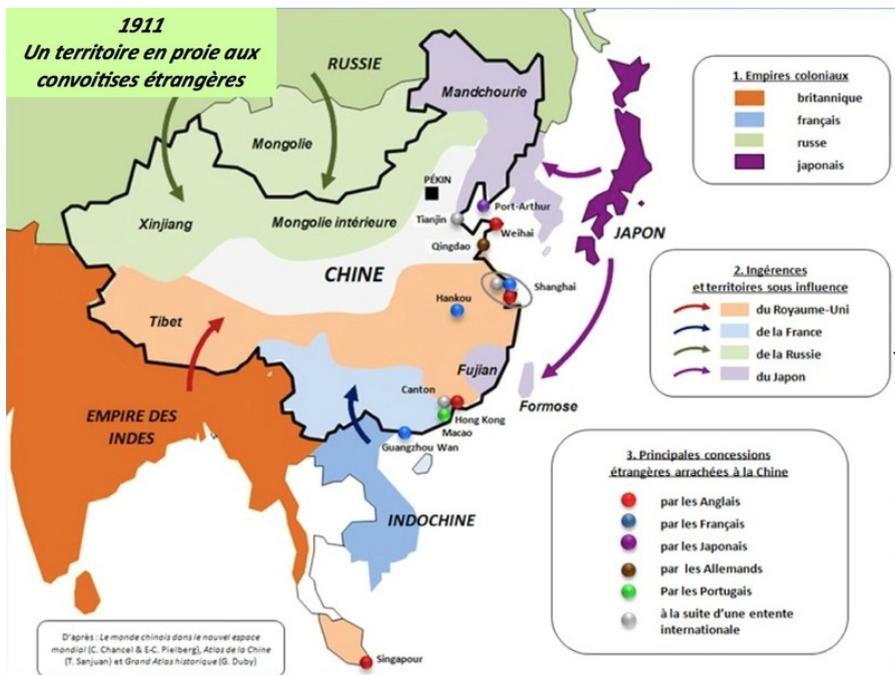
19^E SIÈCLE : L'AGONIE DU PLUS VIEIL EMPIRE DU MONDE

En Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Inde, en Chine, etc. la mise en relation avec le reste du monde et le bouleversement des idées se font au prix d'invasions et de la domination par l'étranger.

La première condition de la préservation de la vieille Chine était un isolement complet. Cet isolement ayant connu une fin violente à la suite de l'action de l'Angleterre, la désagrégation s'ensuivra... (Karl Marx, « La Révolution en Chine et en Europe », 1853, Karl Marx & Friedrich Engels, La Chine, 10-18, 1973, p. 156)

La Grande-Bretagne ouvre les frontières à l'opium. L'État impérial est affaibli et humilié. Les premiers soulèvements populaires prennent pour cibles les étrangers.

En somme, il vaudrait mieux reconnaître que c'est une guerre pro aris et focis [pour ses autels et ses foyers], une guerre populaire pour la survie de la nation chinoise... Avant longtemps nous serons témoins de l'agonie du plus vieil Empire du monde et de l'aurore d'une ère nouvelle pour toute l'Asie. (Friedrich Engels, « La Perse et la Chine », 1857, Karl Marx & Friedrich Engels, La Chine, 10-18, 1973, p. 178, p. 181)



Ces révoltes, celle des Taipings en 1851 dont parle Marx, puis celle des Boxers en 1900, sont écrasées par les colonialistes. Sous la menace des canonnières, la dynastie mandchoue consent des traités inégaux et des concessions territoriales à tous les bandits impérialistes : Russie, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Japon. Contre la domination étrangère et la monarchie, se multiplient les sociétés secrètes républicaines. Par exemple, le médecin chrétien Sun Ihsien (Sun Yat-sen) et Huan Xing fondent en 1905, le Guomintang (GMD, Kuomintang). À l'origine composé surtout d'étudiants et d'officiers, le GMD aspire à développer l'économie, moderniser la société, unifier le pays, l'émanciper de la domination étrangère.

À ce moment, la bourgeoisie est encore très faible, elle est essentiellement marchande et compradore, servant d'intermédiaire entre les capitalistes étrangers et une économie qui reste dominée par le mode de production asiatique, avec quelques traits féodaux et des poches de petite production marchande. Cette bourgeoisie rabougrie et dépendante est liée aux propriétaires fonciers de la campagne. L'autre classe fondamentale du mode de production capitaliste, la classe ouvrière, est embryonnaire. Le mouvement ouvrier balbutiant, instable, oscille entre social-démocratie et anarchisme.

1911 : L'ÉCHEC DE LA PREMIÈRE RÉVOLUTION SOUS LA CONDUITE DE LA BOURGEOISIE NATIONALE

En 1911, éclate la première révolution chinoise : un soulèvement renverse la dynastie capitularde et impotente. La présidence de la République est remise à Sun, en exil aux États-Unis. Le dernier empereur abdique en 1912. Lénine salue la révolution chinoise. Pour le dirigeant du Parti bolchevik russe, elle prouve que si la bourgeoisie a épuisé tout rôle progressiste en Occident, il n'en est pas de même en Orient.

En Asie, il y encore une bourgeoisie capable de représenter une démocratie conséquente, sincère et militante... (Vladimir Lénine, « La Démocratie et le populisme en Chine », 1912, *Oeuvres* t. 18, Progrès, 1967, p. 164)

Mais elle échoue à fonder une république unie. Sun Ihsien est contraint de s'exiler à deux reprises au Japon. Le pays est abandonné, avec la complicité des forces étrangères, aux seigneurs de guerre issus de l'état-major de l'armée impériale. Ceux-ci se livrent au trafic de l'opium, dont un autre bastion est la concession française de Shanghai. Des bandits sévissent dans les campagnes. La théocratie bouddhiste du Tibet en profite pour prendre son indépendance. Le Xinjiang échappe également au contrôle de toute autorité chinoise. La famine est partout récurrente.

Comme tout nationaliste, Sun rejette l'idée de la lutte des classes, car son but est de subordonner la classe ouvrière à la « nation », au « peuple », en pratique à la petite-bourgeoise urbaine et surtout à la bourgeoisie autochtone. La base sociale propre au Guomintang, la bourgeoisie, reste mince et, surtout, la stratégie du parti nationaliste est inconséquente. Il ne propose à la paysannerie, qui forme l'écrasante majorité de la population, qu'une réforme agraire limitée, jamais vraiment appliquée dans les territoires qu'il contrôle. Il cherche à jouer un seigneur de guerre contre l'autre, et à s'appuyer sur les États-Unis, perçus comme un moindre

mal par rapport au Japon et aux bandits européens. Cependant, la Première guerre mondiale permet un certain développement industriel, car les marchandises européennes n'entrent plus sur le marché chinois. Une industrie nationale limitée s'établit sur la côte.

*Les industriels chinois regardaient vers l'avenir, espérant développer leur propre patrimoine. Ils commencèrent à chercher un relâchement de l'emprise étrangère sur le pays... Cette même croissance économique avait également créé une classe ouvrière urbaine qui commençait à participer à part entière aux combats qui se livraient dans l'arène politique. (Harold Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise*, 1938-1961, Gallimard, 1967, p. 62)*

Dans un premier temps, l'intelligentsia chinoise s'illusionne quant aux promesses de droit des peuples du président américain Wilson. Mais le dépeçage de la Chine se poursuit.

Lorsqu'à Versailles le maquignonnage des politiciens dissipa ces illusions, la jeunesse étudiante de Chine se souleva furieusement contre la trahison du gouvernement pro-japonais de Pékin. Le 4 mai 1919, de gigantesques manifestations d'étudiants eurent lieu dans la capitale. Les domiciles des ministres pro japonais furent attaqués et détruits. (Harold Isaacs, p. 87)

Dans le même mouvement, le prolétariat apparaît sur scène.

Le mouvement s'étendit au pays tout entier, résonant d'une façon nouvelle lorsque les ouvriers des usines se mirent en grève pour soutenir les exigences des étudiants. (Harold Isaacs, p. 87)

L'organisation nationaliste bourgeoise est réorganisée à partir de 1922 par Sun avec l'aide du gouvernement de l'URSS. Le Guomindang a pour base le gouvernement de Canton, d'où il cherche à unifier tout le pays. Son programme, celui de l'indépendance et de l'unification, rencontre un certain écho parmi les masses, notamment la petite-bourgeoise et la jeunesse étudiante, qui rejettent les conclusions du traité de Versailles et la remise de la Chine au Japon.

C'est à cette époque que la classe ouvrière chinoise commence à constituer ses syndicats là où elle est concentrée, en particulier dans les concessions de Shanghai, de Canton, de Hongkong, de Wuhan, etc. où s'installent en sécurité les filiales des entreprises étrangères et où se développent les firmes de leurs fournisseurs et clients indigènes. Sous l'impact de la révolution russe, la classe ouvrière va avoir sa première expression politique, directement sous la forme d'un parti révolutionnaire, section de la 3^e Internationale (Internationale communiste, IC).

[...]

1921 : LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Le blocage de la société chinoise et l'absence de rôle du prolétariat alimentent d'abord des courants anarchistes chez les étudiants. Mais la Révolution russe

de 1917 pousse de nombreux jeunes intellectuels vers une théorie révolutionnaire autrement conséquente, d'autant que l'URSS renonce volontairement aux privilèges et traités qu'avait obtenus l'empire russe.

Lors de sa fondation officielle en 1921, le Parti communiste chinois, section de l'Internationale communiste, est un groupe de 57 militants, auxquels on peut adjoindre un noyau en France, quelques individus au Japon et 200 à 300 membres du Corps de la jeunesse socialiste. Pour se délimiter, le 1^{er} congrès prend position contre toute relation avec le Guomindang. Il désigne comme secrétaire Chen Duxiu (Tchen Dou-siou), un intellectuel qui avait lancé en 1915 la prestigieuse revue *La Jeunesse*, dans laquelle ont écrit, entre autres, le grand écrivain Lu Xun (Lou Sin) et un jeune instituteur inconnu du Yuan, Mao Zedong (Mao Tse-tung).

Un des participants du 1^{er} congrès est un envoyé de l'Internationale communiste, Maring (Henk Sneevliet). Celui-ci avait participé à l'immersion des sociaux-démocrates d'avant la guerre dans la mouvance nationaliste du Sarakat islam en Indonésie (Indes néerlandaises). Il avait continué avec le jeune Parti communiste indonésien. En 1927, en rupture avec le stalinisme, Sneevliet sera exclu de l'Internationale communiste et fondera un parti, le RSP des Pays-Bas, qui défendra brièvement en 1933 la perspective de la 4^e Internationale avant de retomber dans l'opportunisme. Sneevliet fut fusillé par les nazis en 1942. À l'époque, il a peu confiance dans le petit groupe qui se baptise PCC et cherche ailleurs une solution.

Sun Ihsien (Sun Yat-sen) m'a dit personnellement qu'il se considère comme un bolchevik... La bourgeoisie chinoise n'a pas d'objectifs politiques propres clairs. Les dirigeants du Guomindang ne peuvent réellement exprimer les besoins de ce groupe... J'ai vu clairement combien était étroit le lien entre les ouvriers et le Guomindang... Les dirigeants du Guomindang m'ont dit qu'ils autoriseraient la propagande communiste à l'intérieur de leur parti... (Maring, « Rapport à l'exécutif de l'Internationale communiste », 11 juillet 1922, Cahiers Léon Trotsky n° 15, septembre 1983)

Sous l'emprise de ces illusions sur le mouvement nationaliste, Sneevliet exerce une pression afin que les communistes adhèrent au Guomindang.

J'ai suggéré à nos camarades d'abandonner leur exclusive à l'égard du Guomindang et de commencer leur activité politique à l'intérieur du Guomindang... Nos camarades m'ont dit qu'ils étaient contre cette idée. (idem)

Sneevliet agit comme envoyé de la direction de l'Internationale communiste.

Il est tout à fait exclu que Maring ait pris une quelconque initiative personnelle sur cette question Il était en mission officielle et basait son activité non sur son expérience antérieure à Java, mais sur le mandat de Zinoviev, Radek et Boukharine, peut-être avec le consentement de Staline. (Lev Trotsky, « Objections au livre d'Isaacs », 1 novembre 1937, Oeuvres t. 15, ILT, 1983, p. 241)

Sneevliet se heurte à forte résistance de la part des militants locaux, qui ont moins d'illusions que lui sur les nationalistes.

第二届中共中央执行委员会



陈独秀

李大钊

蔡和森



张国焘

高君宇

Fondateurs du PCC

Chen Duxiu, Li Dazhao, Cai Hesen
Zhang Guotao, Gao Junyu

*Peu après la tenue de notre congrès... Maring suggéra au Parti communiste de rejoindre le Guomindang. Il affirma vigoureusement que le Guomindang n'était pas un parti de la bourgeoisie, mais un parti commun de classes diverses... À cette époque, les cinq membres du Comité central du Parti communiste chinois s'opposèrent unanimement à cette proposition. (Chen Duxiu, « Lettre à tous les membres du PCC », décembre 1929, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI, 1976, p. 443)*

Malgré sa taille réduite, le PCC s'implante dans la classe ouvrière et commence à diriger des grèves, participe souvent à la direction des syndicats ouvriers naissants. Sur l'initiative du

jeune parti, le premier congrès national des syndicats chinois se déroule à Canton le 1^{er} mai 1922. Celui-ci réunit 162 délégués représentant 270 000 travailleurs. Il adopte une plateforme « contre le féodalisme et l'impérialisme », pour la journée de huit heures. En 1922, le PCC tient son deuxième congrès.

*À présent, le PCC doit, dans l'intérêt des ouvriers et des paysans pauvres, amener les travailleurs à soutenir la révolution démocratique et à forger un front uni démocratique des ouvriers, des paysans pauvres et de la petite-bourgeoisie... Les travailleurs ne doivent pas devenir l'appendice de la petite-bourgeoisie au sein du front uni démocratique. Par conséquent, il est impératif que les ouvriers s'organisent, en syndicats et dans le parti. Soucieux de leur indépendance de classe, les travailleurs développent leurs organisations pour préparer l'établissement de soviets en conjonction avec la paysannerie pauvre, dans la perspective de leur émancipation complète. (PCC, « Manifeste », 11 juillet 1922, Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 42-43)*

Le Parti communiste se tient alors dans le cadre des thèses de l'Internationale communiste : indépendance du parti ouvrier et alliance avec le mouvement national révolutionnaire, pour prendre la tête des masses opprimées et en particulier des paysans. Mais ses propositions au Guomindang se heurtent au refus de Sun de combattre ensemble l'impérialisme et les seigneurs de guerre.

*Lors du second congrès, en 1922, il fut décidé de proposer au Guomindang une alliance des deux partis. Lorsque ce plan fut présenté à Sun Ihsien, il le repoussa. Il dit qu'il pouvait permettre aux communistes d'adhérer au Guomindang, mais qu'il n'entérinerait pas une alliance des deux partis. (Harold Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise*, 1938-1961, Gallimard, 1967, p. 91)*

Le sort du Parti communiste chinois, et celui de la révolution chinoise, seront liés à la contrerévolution politique en URSS et à la stalinisation de la Troisième Internationale.

1923 : L'INFÉODATION DU PARTI COMMUNISTE AU GUOMINDANG

En URSS, peu après avoir décidé de mener le combat contre la bureaucratiation du parti et de l'État, Lénine est écarté de la direction par la maladie en 1922, puis meurt en 1924. Trotsky, pressenti par Lénine pour constituer avec lui un bloc de direction sur cette question, hésite tout un temps à prendre ses responsabilités. En 1923, il se décide à rédiger *Cours nouveau*, pour réclamer la démocratisation du Parti communiste et la mise en place d'un plan pour industrialiser le pays.

Les partis communistes sont purgés et caporalisés sous l'égide de Zinoviev, sous prétexte d'un monolithisme pourtant étranger aux années de formation du Parti bolchevik. Ils sont subordonnés partout à la recherche par le gouvernement de l'URSS d'alliances face au bellicisme de la Grande-Bretagne. Dans cette perspective, il envoie un représentant qui discute directement à Shanghai avec le fondateur du Guomindang :

Le Dr Sun est de l'opinion que, faute de conditions favorables en Chine, il n'est pas possible d'y réaliser le communisme, ni même le système des soviets. Monsieur Joffé est entièrement d'accord. (« Manifeste conjoint de Sun Ihsien et d'Adolf Joffé », 26 janvier 1923, *La Question chinoise dans l'IC*, EDI, 1976, p. 39)

Zinoviev, Staline et Boukharine obligent à partir de janvier 1923 le jeune Parti communiste chinois —initialement réticent— à se soumettre à la bourgeoisie chinoise et à son expression politique. L'Internationale communiste, sous la houlette de Zinoviev, enjoint au PCC de rentrer dans le Guomindang.

Puisque la classe ouvrière n'est pas devenue puissante, naturellement un PC fort, un grand parti de masse, ne peut être développé pour répondre aux exigences de la révolution actuelle. Par conséquent, le comité exécutif de l'IC a adopté une résolution selon laquelle le PC chinois doit coopérer avec le GMD. Les membres du PC doivent rejoindre le GMD. (« Résolution sur le mouvement nationaliste et la question du GMD », 22 juin 1923, Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 1995, p. 78)

Le troisième congrès du Parti communiste chinois cède en juin 1923 sous cette pression qu'il prend pour celle du bolchevisme. Le PCC adopte une ligne politique de soumission à la bourgeoisie, qui est à droite de celle du menchevisme, qui avait du moins maintenu une organisation indépendante du Parti constitutionnel-démocrate de la Russie tsariste. L'histoire du mouvement ouvrier est, hélas, riche de telles mystifications. Un des plus fervents adeptes du menchevisme au sein du PCC est Mao Zedong, qui rentre alors au comité central.

Le rôle des commerçants dans la révolution nationale est plus urgent et plus essentiel que celui que peut accomplir le reste de la population. (Mao Zedong, « Le coup d'État de Pékin et les commerçants », 1923, cité par Philip Short, *Mao Tsé-Toung*, 1999, Fayard, 2002, p. 130)

En 1924, la petite organisation prolétarienne révolutionnaire de 300 militants entre donc dans le parti nationaliste bourgeois de 50 000 membres. Le problème n'est pas tant l'entrée que l'objectif, la politique suivie. En 1925, Sun Ihsien meurt ; le Guomindang passe progressivement aux mains de Jiang Jieshi (Tchiang Kai-chek). Pour Staline, Boukharine et Martynov, comme le pays est semi-colonial et féodal, la bourgeoisie a pour mission de conduire une lutte révolutionnaire contre les seigneurs de guerre et contre l'impérialisme. La classe ouvrière embryonnaire et l'immense paysannerie ne peuvent que soutenir la bourgeoisie.

Selon les néo-mencheviks qui se réclament frauduleusement de Lénine, un front uni anti-impérialiste, un « bloc des quatre classes » nationales devrait regrouper la classe ouvrière, la paysannerie, la petite-bourgeoisie urbaine, la bourgeoisie. L'incarnation de cette alliance de classes est censée être le Guomindang. Ce dernier est présenté par la direction du Parti communiste russe et de l'Internationale communiste tantôt comme un « parlement révolutionnaire », tantôt comme un « parti ouvrier et paysan ». En novembre 1924, lors du 4^e congrès du PCC, Chen Duxiu propose de rompre avec le Guomindang, mais échoue face aux émissaires de l'Internationale communiste, Borodine et Voitinsky. Il récidive sans plus de succès en octobre 1925, après les premières mesures du Guomindang contre les communistes, puis en juillet 1926.

Le développement de la révolution chinoise à partir de 1925 soulève de nouveau l'espoir chez tous les révolutionnaires du monde et en particulier dans le parti russe.

1925 : LA DEUXIÈME RÉVOLUTION CHINOISE A POUR FER DE LANCE LE PROLÉTARIAT

Et pour cause : les grèves se multiplient à Shanghai sous la conduite du Syndicat général, dominé par le PCC. Elles se heurtent aux autorités britanniques et japonaises de la concession internationale, car la plupart des usines appartiennent à des capitalistes étrangers. Les étudiants se jettent dans la lutte anti-impérialiste.

La rencontre entre une crise sociale et un malaise nationaliste crée une dynamique de mobilisation ; aux ouvriers s'ajoutent les étudiants... Le 30 mai 1925, la police arrête une dizaine d'étudiants. En début d'après-midi, les manifestants font le siège du poste de police pour les faire relâcher. Débordée, la police anglaise tire : il y a une douzaine de morts. Immédiatement une réunion des syndicats ouvriers, des syndicats étudiants, des unions de marchands de rue et de la chambre de commerce chinoise appelle à une grève générale anti-impérialiste. 200 000 ouvriers sont en grève... D'autre part, les soldats anglais et français de la petite concession de Shamian à Canton ouvrent le feu le 23 juin sur une manifestation de solidarité avec les grévistes de Shanghai appuyée par le gouvernement de Canton et tuent 52 personnes. En réponse à ce massacre, une grève de 100 000 travailleurs paralyse Hongkong de juin 1925 à octobre 1926 tandis que les délégués des grévistes réunis à Canton en une sorte de parlement ouvrier permanent organisent avec vigueur le boycott de l'île. Des manifestations se déroulent dans toutes

les grandes villes chinoises. Les communistes sont désormais 10 000 et le syndicat général ouvrier dépasse le million d'adhérents. (Alain Roux, La Chine au 20^e siècle, Sedes, 1999, p. 52)

Tous les traits d'une situation révolutionnaire se réunissent, avec le prolétariat en fer de lance de la lutte anti-impérialiste et l'apparition de formes de double pouvoir comme l'organisme de type soviétique qui dirige la grève. Les conditions objectives sont favorables à la croissance du parti ouvrier et à la lutte révolutionnaire en Chine. Mais elles se heurtent aux erreurs de la direction de l'Internationale communiste, qui confinent à de véritables trahisons de la caste bureaucratique qui s'affirme en URSS.

L'opportunisme à l'échelle internationale est le pendant du conservatisme national, camouflé sous l'étiquette du prétendu « socialisme dans un seul pays ». S'il est possible de construire une société harmonieuse à l'intérieur de l'URSS, en d'autres termes si la bureaucratie doit jouir de ses privilèges sans crainte, la paix est nécessaire. Le problème de la direction du Parti russe, qui dirige de fait l'IC, n'est plus la révolution prolétarienne mondiale, mais la protection de l'URSS face aux interventions impérialistes. Pour cela, la bureaucratie de l'URSS cherche des alliés de par le monde : la direction syndicale des TUC britanniques, Radic en Yougoslavie, Migioli en Italie, etc. Un des fleurons de cette politique est le Guomintang de Jiang Jieshi. Alors que les grèves se multiplient, que les organisations de paysans pauvres et les premières milices se constituent de 1922 à 1925, le PCC reste soumis au GMD.



1925, manifestation de travailleurs

1926 : PREMIER AVERTISSEMENT, LE COUP DE JIANG À CANTON

Pour achever la longue grève de Canton, il faut au Guomindang reprendre l'initiative, grâce à la neutralisation politique du PCC. Comme le tenta vainement Kornilov, Jiang Jieshi, lui, réussit à devenir le Bonaparte de la situation. À la tête de l'armée de Canton, il fait le 20 mars 1926 un coup d'État dans cette province qui lui permet de prendre définitivement la tête du Guomindang.

Les commissaires politiques, une cinquantaine d'hommes, communistes pour la plupart furent arrêtés. Le quartier général du comité de grève Canton - Hong Kong fut razzié, et toutes les armes trouvées là furent confisquées ; tous les conseillers soviétiques furent mis en résidence surveillée. (Harold Isaacs, La Tragédie de la révolution chinoise, 1938-1961, Gallimard, 1967, p. 130)

Le coup d'État à Canton permet au comité exécutif du Guomindang du 15 mai 1926 d'interdire toute propagande communiste. À l'évidence, il est temps de sortir du parti nationaliste. Mais, malgré les demandes de nombreux cadres du PCC dont le secrétaire Chen, la prise du pouvoir par Jiang n'est pas l'occasion du retrait du PCC du parti bourgeois. Tout au contraire, le Guomindang est admis sur proposition de Staline et de Boukharine comme membre de l'Internationale communiste, contre le vote de Trotsky. Pendant de longs mois, la clique stalinienne couvre sa politique en niant le coup de Jiang Jieshi. Devant l'avisaillement des communistes, Jiang peut poursuivre.

Le 29 juillet, le quartier général de Jiang Jieshi proclamait la loi martiale. Les organisations, les assemblées, la presse, les milices ouvrières et paysannes, les grèves tombèrent sous le coup de l'autorité militaire. (p. 142)

Quelle leçon en tire la direction de l'Internationale communiste ? Elle maintient, sous prétexte que la révolution chinoise aurait un caractère démocratique et national, qu'il faut remettre à plus tard les soviets, paysans comme citoyens, et qu'il faut renouveler l'allégeance au Guomindang.

La révolution chinoise, tout en étant une révolution bourgeoise démocratique est également une révolution de libération nationale... Parler aujourd'hui des soviets serait anticiper... On prétend que les communistes chinois doivent sortir du Guomindang. Cette idée est absurde. La sortie des communistes chinois du Guomindang serait la plus grande erreur. (Iossif Staline, « Les Perspectives de la révolution en Chine », 30 novembre 1926, La Question chinoise dans l'IC, EDI, 1976, p. 58)

En octobre 1926, une directive de l'Internationale communiste enjoint au PCC d'enrayer le mouvement paysan afin de ne pas contrarier l'état-major nationaliste. L'idée est d'aboutir, soi-disant, à l'éviction des "seigneurs de guerre" par une expédition militaire vers le Nord de la Chine. Effectivement, grâce aux soutiens des grèves et des milices ouvrières et paysannes, l'armée de Jiang Jieshi progresse rapidement, instaurant la loi martiale et l'interdiction de toute grève ou soviets au fur et à mesure de sa progression.

Pourtant, le Parti communiste chinois pourrait alors entraîner la paysannerie chinoise, contre la domination étrangère et la bourgeoisie autochtone. Quoique entravé par le compromis avec Zinoviev que représente l'Opposition unifiée, Trotsky défend la nécessité d'une politique indépendante du PCC et en particulier de prendre la tête des mouvements paysans en constituant des soviets.

*Ceux qui sont pour rester dans le Guomintang arguent de la prédominance de la petite-bourgeoise dans ce parti... La petite-bourgeoisie, aussi nombreuse qu'elle puisse être, ne peut pas décider de la ligne principale de la politique révolutionnaire. La différenciation de la lutte politique suivant les lignes de classe, la divergence aigüe entre le prolétariat et la bourgeoisie, impliquent une lutte d'influence entre eux pour gagner la petite-bourgeoise. (Lev Trotsky, « Le PCC et le Guomintang », 27 septembre 1926, *Leon Trotsky on China*, Monad, 1976, p. 114)*

Bien que les informations de l'Internationale communiste lui soient cachées, Trotsky comprend l'avertissement que constitue pour le prolétariat et son parti le coup de Jiang. À un dirigeant de l'Opposition de gauche du Parti communiste de l'URSS qui reste favorable à l'appartenance du PCC au Guomintang, Trotsky explique :

*L'existence d'une oppression nationale ou même d'une oppression coloniale ne justifie pas l'entrée du Parti communiste dans un parti national révolutionnaire... Est-ce que le Parti communiste peut assumer dans la période qui s'ouvre la direction du mouvement des travailleurs ? En Chine, il n'y a pas de doute que ces conditions sont réunies... (Lev Trotsky, « Lettre à Radek », 30 août 1926, *Leon Trotsky on China*, p. 111)*

Contre la direction de l'Internationale communiste, qui présente le Guomintang tantôt comme un parti ouvrier et paysan, tantôt comme un front uni, un bloc de quatre classes, Trotsky précise :

*Plus grand sera le territoire sous autorité nationaliste et plus le Guomintang affirmera son caractère de parti gouvernemental, plus il deviendra bourgeois. (Lev Trotsky, « Une note brève », 22 mars 1927, *Leon Trotsky on China*, p. 125)*

Sans connaître les débats au sein du parti russe, qui sont tenus secrets par Staline et Boukharine, le secrétaire du PCC résiste à la ligne criminelle de Staline.

*Le coup d'État de Jiang Jieshi, le 20 mars 1926, se produisit... Ayant fait arrêter les gardes rouges des comités de grève de Canton et de Hongkong, des conseillers soviétiques, le CC du Guomintang décida que tous les éléments communistes devaient se retirer des organismes dirigeants... À partir de ce moment, le Parti n'était plus le parti du prolétariat, il se transformait en extrême-gauche de la bourgeoisie... Dans mon rapport à l'Internationale communiste, je déclarais que mon opinion personnelle concernant la coopération avec le Guomintang devait être non une coopération du dedans, mais une coopération du dehors ; autrement nous ne pourrions pas mener notre politique propre ni garder la confiance des masses... (Chen Duxiu, « Lettre à tous les membres du PCC », 10 décembre 1929, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI, 1976, p. 445)*

Des jeunes révolutionnaires chinois, alors en formation en URSS, prennent connaissance de la lutte de fraction dans le parti russe en 1926.

La formation de l'Opposition de gauche chinoise fut provoquée par les activités des staliniens d'URSS qui insistèrent pour amener les étudiants chinois des écoles internationales dans leur lutte contre la minorité trotskyste-zinoviéviste du RKP. (Alexander Pantsov, « La Naissance de l'Opposition de gauche dans le PC Chinois », 1994, Cahiers Léon Trotsky n° 57, mars 1996)

Bon nombre d'étudiants comprennent que l'Opposition a raison et s'y rallient, malgré les risques qu'ils encourent.

1927 : LE GMD ÉCRASE LA RÉVOLUTION

À l'approche de l'armée nationaliste, les ouvriers de Shanghai s'insurgent en février 1927. Le prolétariat de Shanghai, fer de lance de la révolution chinoise, se soulève contre les seigneurs de guerre. Au prix de durs affrontements, il se rend maître de la ville. Malheureusement, sous la direction de Borodine, envoyé de Staline, le Parti communiste est en mars 1927 incapable de conduire la révolution. Au contraire, il freine les masses ouvrières et paysannes afin de se concilier le Guomindang.

Le délégué de l'IC nous ordonnait de cacher ou d'enterrer toutes les armes afin d'éviter un conflit armé entre les ouvriers et Jiang Jieshi, afin de ne pas troubler la concession de Shanghai par une lutte armée. (Chen Duxiu, « Lettre à tous les membres du PCC », 10 décembre 1929, La Question chinoise dans l'Internationale communiste, EDI, 1976, p. 447)

Dans ces conditions, l'armée nationaliste bourgeoise, sous la conduite de Jiang Jieshi, peut écraser le prolétariat de Shanghai, paralysé par sa propre direction. À partir du 12 avril 1927, au moins 5 000 travailleurs sont assassinés. La terreur blanche règne.

La bourgeoisie chinoise, une fois acquise la défaite des Nordistes, s'inquiète de plus en plus du dynamisme croissant des syndicats ouvriers et des unions paysannes... Les nationalistes du Guomindang changent brusquement d'adversaires. Ils frappent à Shanghai et autres villes leurs alliés communistes et syndicalistes. (Jean Chesnaux, « Le Socialisme en Extrême-Orient », Histoire générale du socialisme t. 3, PUF, 1977, p. 642)

Aucune leçon n'est tirée de cette terrible défaite. Pire, la direction de l'IC récidive : elle transfère simplement l'allégeance du PCC à la prétendue aile gauche du Guomindang, qui constitue toujours le gouvernement de Wuhan. L'association au gouvernement bourgeois soumet le parti révolutionnaire à la politique de la classe dominante dans cette région, qui défend la propriété foncière, s'oppose à la mobilisation des paysans et à leur armement. Loin des exigences de la situation, loin de la perspective des soviets, d'un parti indépendant et postulant au pouvoir, Staline et Boukharine vont mener jusqu'au bout leur ligne, au prix de la défaite des masses chinoises.

Pour avoir le droit de parler, de défendre la méthode bolchevik de révolution démocratique, il faut avoir en main l'arme essentielle de la politique

*prolétarienne : un parti prolétarien indépendant, combattant sous un étendard à lui, et ne laissant jamais sa politique et son organisation se fondre dans celle des autres classes... Or, le Parti communiste chinois a toujours été non pas l'allié de la fraction révolutionnaire petite-bourgeoise du Guomindang, mais le subordonné de tout le Guomindang. Le Parti communiste s'est soumis à la discipline de Jiang Jieshi... (Lev Trotsky, « La révolution chinoise et les thèses du camarade Staline », mai 1927, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI, 1976, p. 203)*

Le 15 juillet 1927, le gouvernement de Wuhan adopte les mêmes principes que l'ensemble du Guomindang et interdit les grèves et les syndicats. Pendant que les exécutions se succèdent, Borodine est remercié. Sans rien avoir prévu, le PCC se retrouve hors la loi dans toute la Chine. L'Opposition unifiée du parti communiste d'URSS, même si Zinoviev refuse toujours la sortie du Guomindang, résume la situation :

*La ligne suivie en Chine se réduisait dans les faits à l'affirmation : il est impossible d'armer les ouvriers, impossible d'organiser des grèves révolutionnaires, impossible de dresser jusqu'au bout les paysans contre les grands propriétaires, impossible d'éditer un quotidien communiste, impossible de critiquer les grands bourgeois du Guomindang « de droite ni les petits-bourgeois du Guomindang « de gauche », impossible de constituer des cellules communistes dans les armées de Jiang Jieshi, impossible de lancer le mot d'ordre des soviets pour « ne pas repousser » la bourgeoisie, « ne pas effrayer » la petite-bourgeoisie, ne pas ébranler le gouvernement du « bloc des quatre classes ». En réponse à cette stratégie et pour nous remercier, la bourgeoisie nationale chinoise, comme il fallait s'y attendre, a attendu le moment opportun pour mitrailler sans pitié les ouvriers chinois avec l'aide des impérialistes... (« Déclaration des 83 », août 1927, *Les Cahiers du CERMTRI* n° 43, décembre 1986)*

Le vent de panique à Moscou conduit Staline et Boukharine à minimiser la défaite et à faire tourner brutalement toute l'Internationale communiste vers un cours gauchiste, dit de « la troisième période », avalisée plus tard au 6^e congrès de l'IC. Ils déclarent, à contretemps, la Chine mûre pour la révolution et déclenchent, pour se couvrir, une politique de soulèvements dans les campagnes (la « Moisson d'automne ») et une insurrection minoritaire dans l'autre métropole du pays (la « Commune de Canton »), qui aboutissent à de nouveaux massacres de plusieurs milliers de travailleurs.

*La fraction stalinienne, effrayée par les conséquences de ses fautes, a essayé à la fin de 1927 de rattraper un seul coup tout ce qu'elle avait manqué pendant plusieurs années. Ainsi fut organisée la révolte de Canton. Les dirigeants partageaient de ce point de vue que la révolution allait croissant comme auparavant. En réalité, l'élan révolutionnaire se changeait déjà en déclin. L'héroïsme de l'avant-garde ouvrière de Canton ne pouvait détourner le malheur causé par l'aventurisme des dirigeants. La révolte de Canton fut noyée dans le sang. La deuxième révolution chinoise fut définitivement écrasée. (OGI de l'IC, « Aux communistes chinois et du monde entier », septembre 1930, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI, 1976, p. 489)*

Le PCC est rendu responsable de la défaite par ceux-là mêmes qui l'ont fourvoyé.

La bourgeoisie libérale a joué en Chine, pendant des années, un rôle objectivement révolutionnaire... La thèse qui soutient qu'il n'y a aucun accord possible avec la bourgeoisie chinoise est donc fausse... En Chine, nos camarades ont commis un grand nombre de fautes... (Nikolaï Boukharine, « Sur la révolution chinoise », 4 juin 1927, La Question chinoise dans l'Internationale communiste, EDI, 1976, p. 387-388)

Après l'échec en 1923 de la révolution allemande, la défaite historique de 1927 de la révolution en Chine affaiblit le prolétariat mondial, décourage l'avant-garde en URSS. Par conséquent, elle aboutit à consolider la bureaucratie en URSS et la clique stalinienne qui en est l'expression politique. L'Opposition unifiée du parti russe est battue de manière bureaucratique. La répression se déchaîne contre les opposants. Zinoviev capitule, Trotsky qui s'y refuse est exilé. Les jeunes Chinois de l'Opposition sont arrêtés, nombre d'entre eux emprisonnés.

LEÇONS DE LA TRAGÉDIE CHINOISE

En 1918-1919, la révolution allemande avait été trahie par les partis « socialistes », entraînant l'isolement et la dégénérescence du premier État ouvrier. En 1927, un phénomène nouveau s'est produit : sous l'autorité de la révolution russe, une direction « communiste » a empêché les ouvriers et les paysans pauvres de tenter de prendre le pouvoir en Chine. Elle s'en est remis à la bourgeoisie locale, sous prétexte de tâches nationales à accomplir. Cette usurpation est le début d'une longue chaîne de trahisons qui ont permis au capitalisme de survivre jusqu'à aujourd'hui, jusqu'à abolir les vestiges de la révolution prolétarienne en Russie même.

Après la capitulation de Zinoviev, les leçons de la deuxième révolution chinoise font partie de la plateforme sur laquelle Trotsky en exil tente de construire une fraction internationale pour redresser la 3^e Internationale et donc préserver l'État ouvrier.

Pendant une période de stagnation ou de recul, les groupements d'idées montrent toujours de plus fortes tendances à la différenciation, la scission, la lutte intestine. Nous ne pouvons nous arracher de la période dans laquelle nous vivons. Il faut en passer par elle. La délimitation dans les idées, claire, nette est indispensable. Elle prépare des succès dans l'avenir. (Lev Trotsky, « Critères de différenciation », 31 mars 1929, Oeuvres t. III, ILT, 1989, p. 123)

Les trois critères qu'il propose pour délimiter sont : le comité syndical anglo-russe, la révolution chinoise et la politique économique en URSS. Si le rétablissement de la démocratie dans toute l'Internationale communiste et la revitalisation des soviets en URSS font aussi partie du programme de l'Opposition de gauche internationale, ce n'est pas un élément décisif, car il est partagé par l'Opposition de droite, boukharinienne.

Par bureaucratisme, les éléments opportunistes entendent le centralisme révolutionnaire. De toute évidence, ils ne peuvent être nos amis d'idées... L'étude des problèmes de la révolution chinoise est une condition indispensable à l'éducation de l'Opposition et de la délimitation du point de vue de ses idées dans ses rangs. Les éléments qui, dans cette question, n'ont pas pris une position clairement et nettement, montrent par là même qu'ils sont bornés à leur simple point de vue national, ce qui, en soi, est un symptôme certain d'opportunisme. (Lev Trotsky, p. 124-125)

Plus d'une fois, ceux qui se réclament de cette filiation ont oublié cette délimitation réclamée par Trotsky. Des opportunistes fieffés comme Michel Pablo, Nahuel Moreno, Gerry Healy, Ted Grant, Tony Cliff, Pierre Lambert... sont revenus aux formulations du front uni anti-impérialiste, en fait d'alliance avec la bourgeoisie nationale, pourtant dépassées depuis 1927. Dans un entretien avec Harold Isaacs, Trotsky rejette explicitement ce genre de front uni.

Il faut distinguer le front unique des actions communes... L'action commune, en particulier une action à court terme, est une chose. Mais la capitulation devant la bourgeoisie, un « front uni » permanent comme le Front populaire français est une autre chose. C'est complètement différent... Nous devons promouvoir un front unique avec les organisations étudiantes et paysannes. (Lev Trotsky, « Discussions sur la Chine », 1935, Oeuvres t. 6, EDI, 1979, p. 109)

Au nom de la 4^e Internationale, les pablistes sont entrés au gouvernement du FLN algérien, les morénistes dans le mouvement du général Péron argentin, les grantistes dans l'ANC sud-africaine, les lambertistes dans le PRD mexicain... Le falsificateur Moreno tenta de justifier son ralliement honteux au péronisme des années 1950, en avançant que Trotsky aurait soutenu l'appartenance du PCC au Guomindang. Pourtant, l'intéressé l'avait explicitement réfuté.

Vous avez raison de souligner que l'Opposition russe, jusqu'à la mi-1927, ne demanda pas clairement le retrait du Guomindang... Depuis le début, c'est-à-dire 1923, j'étais personnellement opposé à l'adhésion du Parti communiste au Guomindang, aussi bien qu'à l'acceptation du Guomindang dans l'Internationale communiste... Radek fut toujours avec Zinoviev contre moi... En 1926 et 1927, j'eus d'incessants conflits avec les zinoviévistes sur cette question... (Lev Trotsky, « Lettre à Max Shachtman », 10 décembre 1930, Leon Trotsky on China, Monad, 1976, p. 490)

Si Lénine et Trotsky montraient une grande flexibilité tactique, il est impensable qu'ils aient éprouvé des illusions envers des nationalistes bourgeois, qu'ils aient accepté de faire taire les communistes, de leur faire désarmer les paysans et les ouvriers... ou de voter pour un parti bourgeois. Même en admettant que Moreno et autres aient raison, que Trotsky se soit trompé jusqu'en 1927, le plus important pour des marxistes n'en demeure pas moins la leçon à tirer des luttes de classes en Chine. Pourquoi faudrait-il répéter les erreurs ?

Or, après la contrerévolution chinoise de Jiang, les (vrais) communistes ont à jamais tourné le dos aux formulations ambiguës du front uni anti-impérialiste de l'IC qui avaient servi, malgré les avertissements de Lénine, à *subordonner* le PCC au Guomindang. La 2^e révolution chinoise l'a prouvé en 1927 : même dans les

pays arriérés, la bourgeoisie n'a plus de rôle historiquement progressiste. À partir de cette expérience, Trotsky a généralisé la stratégie de la révolution permanente qu'il avait à l'origine conçue pour la Russie tsariste.

La révolution chinoise a un caractère national bourgeois... Quelle que soit l'importance relative des éléments « féodaux », ils ne peuvent être balayés que par la voie révolutionnaire, par conséquent par la lutte contre la bourgeoisie et pas en alliance avec elle. (Lev Trotsky, « La Révolution chinoise et les thèses de Staline », 1927, La Question chinoise dans l'Internationale communiste, EDI, 1976, p. 195)

Toute révolution doit avoir la classe ouvrière à sa tête, même dans les pays arriérés où elle est minoritaire.

Pour les pays à développement bourgeois retardataire, et en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de la libération nationale ne peut être autre que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes. (Lev Trotsky, La Révolution permanente, 1931, Minuit, 1963, p. 124)

Quand l'IC sombre définitivement, avec les fronts populaires dans l'alliance avec la bourgeoisie, y compris dans les pays avancés, l'Opposition de gauche s'oriente vers une nouvelle internationale. Non seulement il n'est jamais question du front uni anti-impérialiste dans les résolutions de la 4^e Internationale, mais elle adopte explicitement la stratégie de la révolution permanente qui lui est antagonique.

Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la révolution permanente. (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, GMI, 2015, p. 32)

En effet, certains des fondateurs du PCC (Peng Shuzhi, Zheng Chaolin, Chen Duxiu...) se rallient après 1927 à l'Opposition de gauche internationale de l'IC, quand ils découvrent ses positions. Non sans difficulté, vu la taille et la situation politique du pays, ils fusionnent avec les éléments de la jeune génération éduquée à Moscou et passés à l'OG qui ont pu regagner la Chine en 1931 au sein de la LCC (voir l'article de Chen Bilan dans *Les Cahiers du CERMTRI* n° 55, 1989, et le livre de Gregor Benton, *Prophets Unarmed: Chinese Trotskyists*, Haymarket, 2017).

Mais les nationalistes bourgeois et les staliniens chinois convergent dans la répression des bolcheviks-léninistes. Pour la justifier, le PCC les calomnie.

Seuls les contre-révolutionnaires trotskistes peuvent être assez insensés pour affirmer que la révolution démocratique bourgeoise en Chine est déjà accomplie et que tout développement ultérieur de la révolution ne saurait être

que socialiste. (Mao Zedong, « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais », 27 décembre 1935, *Oeuvres choisies* t. 1, ELE, 1967, p. 187)

1928 : LE PCC SE COUPE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Au contraire de Chen et Peng, Mao Zedong fait ses premières pas de dirigeant en soumission à l'organisation nationaliste bourgeoise, en préparant la défaite de 1927. Après celle-ci, le Parti communiste chinois stalinisé tourne le dos à la classe ouvrière. Il cherche refuge dans un vaste territoire mal contrôlé par le faible État bourgeois aux mains du GMD. Le PCC survit dans les campagnes en créant des « armées rouges », en fait une armée de guérilla paysanne dont le drapeau arbore deux socs de charrue. En 1946, elle sera rebaptisée Armée de libération du peuple (ALP).

Avec la défaite de l'Opposition de gauche en 1924 en URSS, l'Internationale communiste passe sous la coupe de la bureaucratie du Kremlin. Sous l'emprise de cette couche sociale conservatrice et privilégiée, en 1933, l'Internationale communiste devient définitivement un instrument contrerévolutionnaire, au service de l'ordre bourgeois. Elle adopte à l'échelle internationale, y compris pour les pays où la révolution démocratique a été accomplie, la politique néo-menchevik des fronts populaires, c'est-à-dire d'alliance avec des ailes de la bourgeoisie. Le PCC, victime de la dégénérescence de la 3^e Internationale, s'y plie comme les autres sections de l'IC. La ligne du PCC est donc le « bloc des 4 classes » (classe ouvrière, paysannerie, petite-bourgeoisie urbaine et bourgeoisie dite nationale), c'est-à-dire la soumission du prolétariat à une alliance avec la bourgeoisie, qui serait justifiée par l'arriération du pays.

Chacun sait que, en matière de régime social, le Parti communiste a un programme pour le présent et un programme pour l'avenir, autrement dit, un programme minimum et un programme maximum. La démocratie nouvelle pour le présent, le socialisme pour l'avenir... (Mao Zedong, « La démocratie nouvelle », janvier 1940, *Oeuvres choisies* t. 2, ELE, 1967, p. 386)

L'armée de guérilla et le parti chinois sont des organisations stalinienne particulières, avec une base paysanne et un appareil politico-militaire en lien étroit avec la bureaucratie du Kremlin.

À partir de 1928, le Parti communiste chinois s'est reconstruit dans les campagnes comme un appareil militaire, administratif et politique, s'appuyant sur l'irréductibilité de zones paysannes demeurées en rébellion ouverte contre le pouvoir central. Rejetés des villes par la répression, les dirigeants communistes chinois, notamment Mao Zedong et Zhu De, renoncent à organiser le prolétariat et se fixent comme objectif la constitution d'une armée révolutionnaire paysanne. (François Forgue, « Le conflit sino-soviétique », *La Vérité* n° 528, octobre 1964)

Dans son fonctionnement, Mao exige fréquemment « l'autocritique » des autres membres du PCC, comme toutes les sections de l'Internationale communiste stalinisée. En URSS, par autocritique, Staline et Jdanov entendent ce que les

Selon certaines sources, Kang Seng lui-même aurait persécuté, torturé ou mis à mort plus de six cents cadres de 1942 à 1949. (Claude Hudelot, Mao, la vie, la légende, Larousse, 2001, p. 67)

1937 : LE PCC S'ALLIE DE NOUVEAU AU GMD

En décembre 1936, un général de la zone contrôlée par le Guomindang, qui veut l'alliance avec l'Armée rouge contre les Japonais, arrête le dictateur nationaliste Jiang Jieshi venu en inspection. C'est « l'incident de Xi'an (Sian) ».

Il semble bien que la toute première réaction des dirigeants communistes chinois ait été de réclamer l'élimination physique du Généralissime après un jugement populaire... Cependant, le Komintern devait en décider tout autrement. (Jacques Guillermez, Histoire du PCC, Payot, 1975, t. 2, p. 281)

Jiang est libéré sur la pression du PCC qui agit sur consigne de l'IC.

Jiang Jieshi ne doit pas oublier que s'il a pu quitter Xi'an en toute sécurité, c'est grâce à la médiation du Parti communiste... Le Parti communiste a préconisé un règlement pacifique, pour lequel il a fait tous les efforts possibles, dans le seul intérêt de l'existence de la nation. (Mao Zedong, « À propos d'une déclaration de Jiang Jieshi », 28 décembre 1936, Oeuvres choisies t. 1, ELE, 1967, p. 289)

En juillet 1937, la guerre ouverte éclate entre le gouvernement nationaliste bourgeois chinois et l'impérialisme japonais. L'armée japonaise déchaîne la barbarie à grande échelle à Nankin. Malgré les succès militaires japonais initiaux qui permettent le contrôle de la Mandchourie et du Nord-Est de la Chine, Trotsky envisage sa défaite finale.

La résistance de la Chine, étroitement liée à la renaissance de cette nation, ne cessera de grandir d'année en année. Les difficultés grandissantes du Japon prendront fin dans une catastrophe militaire et la révolution sociale. (Lev Trotsky, « Japon et Chine », 30 juillet 1937, Oeuvres t. 14, ILT, 1983, p. 216)

À l'encontre des pacifistes et des gauchistes qui condamnent les deux camps, les bolcheviks-léninistes ne sont pas neutres.

La guerre actuelle entre la Chine et le Japon... constitue de la part du Japon, une guerre de rapines et de la part de la Chine, une guerre de défense nationale. Mettre les deux pays sur le même plan, seuls peuvent le faire des agents conscients ou inconscients de l'impérialisme. C'est pourquoi on ne peut éprouver que pitié ou mépris pour les gens qui, devant la guerre sino-japonaise, déclarent qu'ils sont contre toute guerre, contre la guerre tout court. Le mouvement ouvrier ne peut rester neutre devant la lutte entre les esclavagistes et les esclaves. (Lev Trotsky, « La lutte contre la guerre », 25 septembre 1937, Oeuvres t. 15, ILT, 1983, p. 75)

La leçon vaut aujourd'hui pour les agressions impérialistes contre l'Irak, l'Afghanistan ou la Serbie. Le stalinisme trahit de nouveau la révolution chinoise. Le PCC renouève le « front uni » avec le Guomindang. L'Armée rouge intègre for-

mellement l'armée bourgeoise sous commandement de Jiang Jieshi. Si son autonomie militaire est préservée, le PCC subordonne explicitement la lutte des classes à l'unité nationale.

Soutenir une longue guerre grâce à une coopération durable ou, en d'autres termes, subordonner la lutte des classes à la lutte nationale antijaponaise actuelle, voilà le principe fondamental du Front uni. (Mao Zedong, « De la guerre prolongée », mai 1938, *Oeuvres choisies* t. 2, ELE, 1967, p. 231)

Vu son affaiblissement dans les villes, le PCC stalinien subordonne surtout la lutte de classe des paysans pauvres.

Dès l'été 1937, les confiscations et redistributions de terres sont arrêtées, sauf dans le cas de collaborateurs projaponais absents. (Jacques Guillermaz, *Histoire du PCC*, Payot, 1975, t. 2, p. 342)

Dans un pays aussi majoritairement rural, freiner le mouvement paysan nuit à la guerre contre le Japon, puisque les travailleurs des campagnes ne voient pas dans l'impérialisme une menace pour leurs conquêtes, en particulier pour une terre qui serait à eux.

Les succès militaires des Japonais résultent du fait fondamental que la révolution agraire chinoise a été arrêtée par le Guomindang avec le soutien des stalinien. (Lev Trotsky, « Les nouvelles de Chine », 1939, *Oeuvres* t. 20, ILT, 1985, p. 143)

De son côté, durant toute la guerre contre le Japon à partir de 1940, la bureaucratie de l'URSS se trouve alliée au gouvernement chinois de Jiang Jieshi et aux Etats-Unis ; à ce titre, elle n'accorde d'aide militaire qu'au gouvernement nationaliste bourgeois du Guomindang.

1945-1946 : LA DERNIÈRE TENTATIVE DE CONCILIATION DU PCC

Révolution et contrerévolution s'affrontent en Chine dans un cadre international marqué, à partir de 1943, par une poussée révolutionnaire. Le régime nationaliste bourgeois du Guomindang en est fragilisé.

Retournant dans les régions libérées de l'occupation japonaise, le gouvernement de Jiang ne montra pas seulement sa corruption extrême et son inefficacité totale dans l'administration, éveillant la haine du peuple. Il apparaissait déjà comme chancelant... Pendant ce temps, la force militaire du PC chinois et son influence politique grandissaient rapidement. (Peng Shuzhi, « Rapport sur la situation chinoise au 3^e congrès mondial de la Quatrième Internationale », juillet 1951, *Les Cahiers du CERMTRI* n° 94, janvier 1999, p. 33)

Dès la retraite japonaise, l'aviation américaine transporte les troupes de Jiang au nord pour leur permettre d'occuper le terrain. Mais les masses paysannes se révoltent, les étudiants s'agitent, le prolétariat se réveille et lutte.

La période qui suivit immédiatement la guerre, entre septembre 1945 et la fin de 1946, marqua un considérable renouveau... Durant cette période, les masses travailleuses dans toutes les grandes villes, Shanghai étant le centre,

réclamèrent l'échelle mobile des salaires, le droit syndical... (PengShuzhi, p. 32)

Les accords de Yalta, Téhéran et Postdam entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin prévoient que la Chine soit désormais une zone d'influence exclusivement américaine. Le PCC, conformément à la ligne de la bureaucratie du Kremlin, tente alors de contenir la vague révolutionnaire, de modérer les revendications des masses et, une fois de plus, de pactiser avec Jiang.

Étant donné que la révolution ne vise pas la bourgeoisie en général mais l'oppression impérialiste et féodale, le programme de la révolution n'est pas d'abolir la propriété privée mais de protéger la propriété en général : cette révolution ouvrira la voie au développement du capitalisme. (Mao Zedong, « À propos du gouvernement de coalition », 24 avril 1945, *Oeuvres choisies* t. 3, ELE, 1967, p. 261-262)

En 1946, la lutte entre le PCC et le GMD reprend à l'instigation des nationalistes bourgeois équipés par l'impérialisme américain.

1949 : LA TROISIÈME RÉVOLUTION RENVERSE JIANG

Pour résister aux armées nationalistes, pour avoir le soutien des paysans pauvres, le PCC et l'ALP sont contraints de s'en prendre dans une certaine mesure aux propriétaires fonciers.

En mai 1946, à la suite de l'offensive militaire incessante du Guomindang, le PC Chinois annonça que la réforme agraire était entreprise dans certaines régions qu'il contrôlait, cela dans le seul but de renforcer son influence militaire. (Peng Shuzhi, « Rapport sur la situation chinoise », juillet 1951, *Les Cahiers du CERMTRI* n° 94, janvier 1999, p. 34)

Le tournant du PCC correspond à celui de la bureaucratie du Kremlin qui rompt les coalitions avec la bourgeoisie et entame l'expropriation du capital en Europe centrale, comme rétorsion à la menace militaire de l'impérialisme américain qui déclenche la « guerre froide » avec le soutien de la social-démocratie internationale, des réformistes de l'AFL-CIO et de FO.

C'est quand Jiang expulsa la délégation de paix du PC Chinois (mars 1947) et occupa sa capitale de Yenan (avril 1947) qu'il commença à comprendre l'inutilité de ses efforts et à rassembler ses forces pour la défense militaire. Mais même à ce moment-là, le PC Chinois n'osa pas lancer le mot d'ordre de renversement du Guomindang et ne présenta pas aux masses un programme agraire capable de les mobiliser. Finalement, lorsque le gouvernement de Jiang rendit public l'ordre d'arrestation de Mao Zedong (25 juin 1947) et proclama le décret de mobilisation pour supprimer les révoltes (4 juillet)... le PCC appela au renversement de Jiang Jieshi, à la construction d'une « Nouvelle Chine ». En même temps, il mit en avant à nouveau sa « loi agraire »... (Peng Shuzhi, p. 34)

Face au gouvernement du GMD armé jusqu'aux dents par les États-Unis, l'APL et le PCC disposent d'un atout militaire.



Pékin, 1 octobre 1949, entrée de l'Armée populaire de libération

*L'occupation soviétique de la Mandchourie, un centre de l'industrie lourde en Chine, d'une population de 30 millions d'habitants, porta un coup mortel au gouvernement Jiang... D'autre part, l'URSS arma les troupes du PCC avec d'énormes quantités d'armes prises à l'armée japonaise. (Peng Shuzhi, « The causes of the victory of the CCP », 8 novembre 1951, *The Chinese communist party in power*, Monad, 1980, p. 79)*

En 1949, le régime de Jiang Jieshi s'effondre, malgré le soutien des États-Unis.

*L'action des armées que le PCC a dirigées a renversé le régime du Guomindang. Mais le fond de l'affaire est que le pourrissement de la société chinoise a atteint un point extrême au cours de la guerre contre le Japon. La défaite du Japon survenant après la défaite des puissances coloniales a complètement libéré toutes les forces centrifuges. L'impérialisme américain n'y pouvait rien. (Stéphane Just, « À propos d'une possibilité théorique », *La Vérité* n° 588, septembre 1979, p. 221)*

Fin 1947, les staliniens entendent toujours contenir le renversement du gouvernement de Jiang Jieshi dans les limites d'une révolution démocratique.

*La nouvelle révolution démocratique doit éliminer uniquement le féodalisme et le capitalisme monopoliste... À cause de l'arriération de l'économie de la Chine, il sera nécessaire de permettre, durant une longue période, le développement de l'économie capitaliste... (Mao Zedong, « La situation présente et nos tâches », 25 décembre 1947, *Oeuvres choisies* t. 4, ELE, 1967, p. 173)*

En 1949, quand elle entre dans les métropoles, l'armée paysanne du PCC est un corps étranger au prolétariat urbain.

Les ouvriers de Shanghai sont jusqu'ici restés passifs et apathiques tandis que les armées staliniennes se préparent à investir la ville. Ils sont conscients qu'il n'y a eu aucun changement significatif dans la politique de collaboration de classes bien que le bloc avec le Guomindang n'existe plus. Aucune des conditions de paix concédées par Mao au gouvernement nationaliste ne visait à améliorer le sort des ouvriers et encore moins à refléter leurs aspirations révolutionnaires. Dans les villes qu'ils occupaient déjà, les staliniens ont violemment repoussé les actions indépendantes menées par les ouvriers des usines, et ont même réprimé les grèves faites pour les exigences économiques les plus élémentaires. Les dirigeants staliniens n'ont pas prononcé un mot d'avertissement ou de reproches contre les chefs mili-

taires de Shanghai qui ont exécuté les dirigeants des grèves et les ouvriers militants dans les rues de la ville en plein jour. Est-il vraiment étonnant que les victoires des armées de Mao n'aient pas allumé de leur d'espoir dans le coeur des masses opprimées de la plus grande ville de Chine ? (« La chute de Shanghai », Fourth International, juin 1949, Les Cahiers du CERMTRI n° 94, janvier 1999, p. 19)

Le parti stalinien accède au pouvoir en cherchant initialement à préserver la propriété privée des moyens de production, conformément aux consignes de la bureaucratie de Staline.

Arrivé au pouvoir, le PCC convoqua une conférence politique consultative. Cette conférence rédigea une constitution provisoire qui est restée en vigueur jusqu'à l'approbation de la constitution de 1954. Elle consacrait le « front uni » des quatre classes fondamentales : le prolétariat, la paysannerie, la bourgeoisie nationale et la petite-bourgeoisie... La loi organique garantissait la propriété des biens privés des ouvriers, des paysans et des bourgeois... Mais en même temps, toutes les entreprises intéressant l'économie nationale ou la vie du peuple devaient être gérées par l'État. (Diana Hochraich, La Chine de la révolution à la réforme, Syros, 1995, p. 24)

Mais la politique pro-bourgeoise justifiée par l'étapisme stalinien rentre en collision avec l'approfondissement de la lutte des classes en Chine et la nécessité de faire face à la menace de l'impérialisme.

1950 : CONFRONTÉ À L'INTERVENTION AMÉRICAINE EN CORÉE, LE PCC EXPROPRIÉ

La chute de Jiang Jieshi et la fuite du Guomindang donnent une violente impulsion aux révolutions coréenne et indochinoise en cours. Mais l'impérialisme n'a pas dit son dernier mot. Son agent comprador, le Guomindang, menace la révolution à partir de sa base de Taïwan. En 1950, sous couvert de l'ONU, les États-Unis interviennent militairement contre la révolution coréenne, ce qui vise explicitement à refouler la révolution chinoise. En septembre 1950, les troupes américaines atteignent le Yalu, fleuve frontière entre la Chine et la Corée. Le PCC et l'APL doivent intervenir militairement. Le PCC cherche un appui dans les masses.

Pour résister à l'impérialisme américain, pour mobiliser les hommes et les ressources, le PCC a dû achever l'expropriation des grands propriétaires fonciers et la réforme agraire. En 1950-1951, elle était réalisée dans les régions où elle ne l'avait pas encore été jusqu'à lors. L'appareil d'État était de plus en plus épuré des « représentants de la bourgeoisie nationale ». En 1953, le nouvel État détenait 80 % de l'industrie lourde, réalisait 90 % du commerce extérieur, contrôlait 95 % du crédit et 70 % du commerce agricole s'opérant au moyen de coopératives. Le premier plan quinquennal était élaboré. (Stéphane Just, « À propos d'une possibilité théorique », La Vérité n° 588, septembre 1979, p. 221)

Les troupes américaines sont repoussées au nord de la Corée en 1953, au prix de millions de morts et d'une énorme perte de substance d'une Chine économiquement arriérée. Au cours de cette guerre, la direction stalinienne procède à une

révolution sociale en Chine même. Le PCC et l'APL, en dépit leur programme et leur politique antérieure, mettent sur pied un État fondamentalement analogue à l'URSS de la fin des années 1940.

En octobre 1917, le Parti bolchevik qui dirigea l'insurrection (avec le Parti socialiste-révolutionnaire de gauche) était un parti ouvrier révolutionnaire, dont la doctrine était le marxisme. Majoritaire dans les soviets, il donna le pouvoir à ceux-ci et mit sur la révolution prolétarienne mondiale. Ainsi, en Russie, un véritable État ouvrier, reposant sur la démocratie ouvrière, sur le pouvoir des travailleurs des villes et des campagnes, fut dès lors fondé, avant même l'expropriation du capital.

Par contre, quand la République populaire de Chine est proclamée, elle l'est par un parti petit-bourgeois, plus proche du Parti socialiste révolutionnaire russe que du Parti bolchevik, formé dans le moule du stalinisme. Le gouvernement mis en place par Mao est un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Certes, la situation est instable, mais il est impossible de parler alors d'un État ouvrier.

*Pour déterminer la nature de tout régime, nous marxistes devons nous baser sur deux conditions essentielles : les rapports de classe et les rapports de propriété... Nous avons appelé le régime établi par les bolcheviks après la Révolution d'Octobre en Russie une dictature du prolétariat, parce que le pouvoir était complètement dans les mains du prolétariat soutenu par les masses paysannes, bien qu'il n'y ait pas eu encore de changement fondamental dans les rapports de propriété. (Peng Shuzhi, « Rapport sur la situation chinoise », juillet 1951, *Les Cahiers du CERMTRI* n° 94, janvier 1999, p. 44)*

La Chine ne devient un État ouvrier qu'avec le changement dans les rapports de propriété, avec l'expropriation des propriétaires fonciers et des capitalistes, qui aboutit, sur la base de l'armée paysanne, à ce que l'État bourgeois soit détruit de fond en comble, mais pas au bénéfice d'un pouvoir de conseils, de soviets. La Chine se modèle sur l'État ouvrier dégénéré de l'URSS.

De 1950 à 1955, la structure de l'économie chinoise rejoint celle de l'URSS sur la base de l'expropriation des terres des propriétaires fonciers et des entreprises des capitalistes autochtones ou étrangers : moyens de production aux mains de l'État ou des collectivités locales, monopole du commerce extérieur, inconvertibilité du yuan, plan quinquennal (à partir de 1953). La méthode employée est typiquement bureaucratique.

La logique de cette course à l'industrialisation dans le cadre de la seule Chine est impitoyable. Pour le paysan, des livraisons accrues, payées à bas prix ; pour l'ouvrier, une hausse constante des normes sans que sa condition de consommateur s'améliore. En d'autres termes, le pouvoir doit gouverner en s'opposant en permanence à la satisfaction des revendications les plus élémentaires des masses. À travers le processus de la marche forcée vers l'industrialisation, la bureaucratie s'affirme encore plus

comme une couche distincte, l'État comme un appareil s'élevant au-dessus des masses et se soustrayant totalement à leur contrôle. (François Forge, « Le conflit sino-soviétique », *La Vérité* n° 528, octobre 1964, p. 30)

Sur la base de cette appropriation collective des principaux moyens de production, les rapports sociaux de production ne sont plus ceux du capital réalisant, sur le marché, la plus-value issue de l'exploitation. L'industrie extractive, l'industrie manufacturière, l'industrie du bâtiment et des travaux publics, les transports des biens, etc. sont largement organisés à l'avance, suivant un plan autorisant un développement des forces productives de type non capitaliste. La troisième révolution procure aux ouvriers, aux paysans, aux jeunes, aux femmes, des acquis considérables.

Chaque personne capable et désireuse de travailler obtenait un poste. (*La Lettre du Centre d'études des emplois*, avril 2000)

Les travailleurs des mines, des transports, des usines, des magasins collectivisés bénéficient du « bol de riz en fer » : garantie de l'emploi, du logement, des soins médicaux, des garderies, des pensions de retraite...

Une certaine sécurité sociale (assurances maladie et vieillesse créées dès 1951), maisons de repos, crèches, dispensaires... sont en Chine une nouveauté. (Jacques Guillermaz, *La Chine populaire*, PUF, 1959, p. 102)

Les femmes étaient asservies dans la Chine ancienne par de multiples traditions : mariages arrangés, concubinage des hommes riches, infanticide des bébés filles, privation de toute instruction, infériorité juridique... Malgré le conservatisme de la bureaucratie chinoise, son strict encadrement des moeurs des masses, la révolution émancipe partiellement les femmes.

Les femmes eurent le droit de vote. La prostitution et l'infanticide des filles furent interdits et abolis en pratique sur une large échelle. La nouvelle législation du mariage donna aux femmes le droit à la propriété, à l'héritage, au libre choix du conjoint, au divorce et à la garde des enfants. (Katie Curtin, *Les Femmes dans la révolution chinoise*, 1975, La Brèche, 1978, p. 42)

À partir de 1953, comme en URSS et en Europe centrale, les sommets de l'État central, des administrations provinciales, de l'armée, des groupes industriels, administrent l'économie d'en haut, au nom des paysans et des ouvriers. En réalité, sous le nom de PCC, cette nouvelle couche sociale interdit toute expression politique aux travailleurs dont elle usurpe le pouvoir. Chauvine, la bureaucratie han impose le maintien en Chine des minorités nationales, en particulier des tibétains, par la force et non par la libre adhésion. Les moeurs des bureaucrates chinois se calquent sur celles des apparatchiks de l'URSS par la jouissance d'un luxe relatif, largement caché au reste de la population.

La bureaucratie maoïste compte trente classes hiérarchiques, pourvues chacune de ses privilèges et prérogatives spécifiques. (Simon Leys, *Ombres chinoises*, 10-18, 1974, p. 170)



Moscou, décembre 1949, Mao rencontre Staline. C'est la première et la dernière fois que Mao sort de Chine.

La nomenklatura chinoise n'a rien à envier à son modèle russe quant à son mode de vie, même si le pays est plus pauvre.

En Chine il n'y a de voitures que mandarinales ; tous les mandarins se déplacent en voiture et seuls les mandarins se déplacent en voiture. Les vieillards, les grands malades qu'on mène à l'hôpital, lorsqu'ils ont le malheur d'appartenir au commun des mortels, doivent se contenter généralement d'une brouette ou d'une charrette à bras, poussée ou tirée par des parents ou des

voisins charitables. (Simon Leys, p. 172)

Là réside la base objective du conservatisme de cette couche, obstacle à l'édification du socialisme, facteur international contrerévolutionnaire, et finalement agent de la restauration capitaliste.

L'UTOPIE RÉACTIONNAIRE DU SOCIALISME DANS LA SEULE CHINE

La bureaucratie chinoise est coincée entre la pression « amicale » du Kremlin, qui considérerait que la Chine devait se subordonner à l'URSS, et la menace contrerévolutionnaire de l'impérialisme, au premier chef américain. Pour tenter d'y échapper, le « Grand timonier » Mao invente le « Grand bond en avant », dont l'ambition était de rattraper en dix ans le retard économique de la Chine sur la Grande-Bretagne.

*On compte produire massivement l'acier grâce à la construction de milliers de hauts fourneaux ruraux pour laquelle on mobilise la main-d'oeuvre paysanne... Plus de cent millions de paysans chinois participent durant l'hiver 1957-1958 à la construction de centaines et même de milliers de barrages hydrauliques... Le regroupement d'un grand nombre de communautés paysannes dans de gigantesques « communes ». (Pierre Broué, « La révolution culturelle en Chine », *La Vérité* n° 551, mars 1971, p. 44)*

Or, pour réaliser le socialisme, il faut éliminer la pénurie. Pour Marx, ceci ne peut être obtenu que sur la base du niveau technologique le plus élevé possible. Pour réaliser le socialisme, la victoire de la révolution dans les centres impérialistes est donc indispensable. Elle seule permettra que les pays avancés contribuent au développement des forces productives, sur la base d'une planification socialiste. Dans des conditions techniques inférieures à celles de la collectivisation forcée de 1928 et du premier plan quinquennal en URSS, l'opération volontariste se révèle rapidement fallacieuse. Le Kremlin intervient à l'intérieur des sphères dirigeantes du PCC où des failles s'ouvrent.

Une opposition s'est manifestée dans les sommets de l'appareil dès les premières difficultés rencontrées par la politique du Grand bond en avant, elle était inévitablement dirigée contre Mao Zedong... (Pierre Broué, « La révolution culturelle en Chine », La Vérité n° 551, mars 1971, p. 46)

En 1959, Mao réussit à éliminer le porte-parole de l'aile pro-Moscou, le maréchal Peng Dehuai, ministre des armées, qui ose critiquer le Grand bond en avant. L'arrêt scandaleux, en 1960, de toute aide de l'URSS, le retrait de milliers de conseillers et de techniciens, aggravent les difficultés de l'économie chinoise. Après quelques réalisations initiales, c'est la régression dans tous les domaines.

L'appareil industriel se délite en 1961 et 1962. C'est sur le front agricole que le pire survient... Dans les villes un rationnement très sévère est décrété. Mais dans les campagnes, c'est la famine qui sévit... La mortalité fait plus que doubler de 1957 à 1960. (Roland Lew, La Chine populaire, PUF, 1999, p. 48)

La fronde grandit dans la bureaucratie. Mao Zedong se met alors en retrait. Liu Shaoqi, Deng Xiaoping et Chen Yu prennent les commandes et cessent le Grand bond en avant, tout en maintenant le culte du président comme ciment idéologique du régime, ce dont Mao jouera bientôt.

1966 : MAO LANCE LA « RÉVOLUTION CULTURELLE »

En coulisse, Mao Zedong s'appuie sur l'armée, où Lin Biao fait étudier « la pensée Mao Zedong » dans le *Petit livre rouge* et exacerbe le culte du grand timonier, et sur la police politique totalitaire, dirigée par Kang Sheng.

Le 5 août 1966, l'aile Mao de la bureaucratie proclame la « Grande révolution culturelle prolétarienne chinoise ». Celle-ci n'a rien de culturelle, ni de prolétarienne : elle se révèle un désastre du point de vue de la formation et de la culture scientifique et artistique. Quant aux prolétaires, ils y font irruption contre la volonté des initiateurs de la GRPCP.

En fait, la fraction Mao mobilise les étudiants et les lycéens contre l'aile Liu Shaoqi. D'abord, à l'université de Pékin il lance le mot d'ordre *Feu sur le quartier général !* par des dazibaos (des affiches manuscrites). Des milliers de vétérans de la clandestinité et de la guerre civile contre le GMD sont humiliés, torturés, se suicident ou meurent dans les geôles de Kang Sheng.

Très vite, une partie des jeunes baptisés « gardes rouges » déborde le cadre assigné et s'en prend à tous les bureaucrates. Surtout, les ouvriers en profitent pour se mêler des affaires publiques, comme y invitent les slogans démagogiques. Travailleurs et jeunes posent en fait le problème de la liquidation de la bureaucratie stalinienne toute entière, les mêmes problèmes que le mouvement révolutionnaire d'Allemagne de l'Est en 1953, la révolution hongroise des conseils et le mouvement révolutionnaire de Pologne en 1956 ont posés, ceux de la révolution politique.

La fraction maoïste de la bureaucratie est alors dans une situation difficile. Il lui faut casser la mobilisation des masses, reconstruire l'appareil. Le tournant de Mao Zedong est brutal.



1972; Pékin, Mao reçoit Nixon qui bombarde au même moment le Vietnam

*Dans la Chine en plein chaos de 1967, Mao fait appel à l'armée, voire à la police secrète... Zhou Enlai joue ici un rôle important dans la mise sur pied tout au long des années 1967-1968 des Comités révolutionnaires. Il s'agit de détruire les forces non ralliées et d'abord les groupes de Gardes rouges, de plus en plus incontrôlables... La véritable solution de l'équipe maoïste consiste dans l'envoi massif à partir de 1968 des jeunes éduqués à la campagne... (Roland Lew, *La Chine populaire*, PUF, 1999, p. 56-57)*

La prétendue révolution culturelle fait long feu. En définitive, l'emporte l'aile de la bureaucratie chinoise qui est prête à un accommodement à tout prix avec l'impérialisme, à l'ouverture de la Chine à la pénétration et à un nouveau développement capitaliste. La stabilisation de la bureaucratie par le recours à la police secrète et à l'armée conduit le « grand timonier » à remettre en selle de ses anciens adversaires, du moins ceux qui sont survécu. Son « plus proche compagnon d'armes », Lin Biao, est purgé. Quand Mao meurt en 1976, c'est au tour de ses derniers fidèles d'être éliminés de la scène politique, avec l'arrestation et le procès de la « bande des quatre ». L'aile pro-Washington dirige désormais.

1978 : LA BUREAUCRATIE ENGAGE UN COURS PROCAPITALISTE

Depuis la fin de la pseudo-révolution culturelle, la bureaucratie chinoise, non sans zigzags, s'est axée délibérément sur une orientation procapitaliste. Le développement des forces productives locales qu'a permis la planification étatique et autoritaire touche en effet ses limites. L'économie chinoise éprouve le besoin croissant de se relier à l'économie mondiale. Loin de pouvoir « compter sur ses propres forces », selon le slogan antimarxiste et chauvin de Mao Zedong, plus la Chine se développe, plus elle a besoin de biens d'équipement, de savoirs et de techniques en provenance de l'étranger.

*La croissance des forces productives des pays où le capitalisme a été aboli pousse à leur intégration dans la division internationale du travail, à l'adaptation et à la subordination de l'économie planifiée aux lois de la concurrence sur le marché capitaliste mondial. (Gérard Bloch, *Manifeste de l'OCI*, 1967, Selio, p. 10)*

Les secteurs majoritaires de la bureaucratie chinoise font alors le choix, pour développer l'économie et tenter d'accroître et de pérenniser leurs privilèges,

d'ouvrir le pays au capital. La bureaucratie chinoise entame ce processus bien avant celle de l'URSS, mais de manière mieux maîtrisée.

La voie des réformes en Chine a été une marche progressive, et non un passage brutal vers le marché... (The China Quarterly, décembre 1995)

Après l'accueil de Nixon et Kissinger par Mao Zedong et Zhou Enlai en plein bombardement du Vietnam en 1972, la bureaucratie procède à des « réformes » qui préparent la restauration capitaliste : décollectivisation de l'agriculture à partir de 1978, création de zones économiques spéciales ouvertes aux entreprises capitalistes locales et étrangères en 1979, adhésion à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international en 1980.

Les premières réformes impulsées par la bureaucratie à la mort de Mao visent officiellement à renforcer les pouvoirs régionaux au détriment du centre. En réalité, elle portent des coups aux acquis des travailleurs, au « bol de riz en fer » : en 1979, la protection sociale des ouvriers est confiée aux pouvoirs locaux ; sont créés des bureaux locaux de placement ; en 1982, le gouvernement autorise l'embauche sous contrat à durée déterminée ; en 1986, l'État supprime l'emploi à vie dans les entreprises publiques.

Le résultat est l'augmentation massive de l'armée de réserve : en 1994, il y a 15 à 17 millions de chômeurs.

1989 : LES ÉTUDIANTS ET LES OUVRIERS SE DRESSENT CONTRE LA BUREAUCRATIE

Peu avant qu'en République démocratique allemande les masses fassent irruption dans la rue, en 1989, la jeunesse de la République populaire de Chine, pour la première fois, entre dans l'action sans soutenir une fraction de la bureaucratie. À Pékin, des centaines de milliers de travailleurs s'opposent aux forces de répression pour protéger la jeunesse. Apparaissent en outre des organisations ouvrières indépendantes du pouvoir, prémices d'une révolution politique.

Le 15 avril 1989, Hu Yaobang mourait. Nommé secrétaire général du Parti communiste chinois, il avait été destitué de ce poste en 1987... La mort et l'enterrement de Hu Yaobang ont cristallisé la nouvelle et gigantesque mobilisation de masse qui vient d'avoir lieu en Chine... La mort et l'enterrement de Hu Yaobang n'ont été que le contingent qui a déclenché le nécessaire : la gigantesque mobilisation de masse montre la puissance des charges sociales et politiques explosives que la gestion par la bureaucratie de la société chinoise a accumulées. Les derniers événements sont connus. Du 17 au 20 avril, manifestations de milliers d'étudiants. La place Tiananmen est transformée en forum de la " contestation ". Le 21 avril, les manifestants tentent, pour la première fois depuis la fondation du régime en 1949, d'envahir le Palais du Peuple (« parlement ») situé sur la place. Le 27 avril, passant outre la mise en garde et l'interdiction de manifester, les étudiants rassemblent sur la place Tiananmen un demi-million de personnes. Le 13 mai, début de la grève de la faim d'un millier

d'étudiants... (Combattre pour le socialisme n° 28, juin 1989)

C'en est trop pour la bureaucratie chinoise. Après avoir hésité plusieurs semaines, elle réprime violemment. Deng Xiaoping, Li Peng, Yan Shangkung, les généraux qui leur sont liés, noient dans la terreur et dans le sang le puissant mouvement de masse qui met en cause le pouvoir de la bureaucratie parasitaire, corrompue et contre-révolutionnaire. Ils sont totalement dans la tradition des bureaucraties parasitaires d'URSS, d'Europe de l'Est et d'ailleurs qui, depuis Staline, ont assassiné par millions ouvriers, paysans, jeunes, révolutionnaires...

Le 19 mai, Li Peng annonce la loi martiale. La population bloque les camions militaires. Le 21 mai, plus d'un million de Pékinois coupent l'accès au centre-ville... Le 25 mai, les chefs des trois grands départements de l'armée apportent leur soutien à Li Peng et Deng Xiaoping... Le mouvement semble s'essouffler... Le 30 mai, les premières arrestations sont annoncées. Quelques étudiants considérés comme des " leaders " et trois ouvriers qui auraient constitué un syndicat illégal, plus onze motards qui auraient sillonné les rues de Pékin pour fournir aux étudiants et aux manifestants des informations sur les positions de l'armée... Dans la nuit du 3 au 4 juin, c'est le coup de poker sanglant. Les blindés et les soldats du 27^e corps d'armée sont lancés sur Pékin. C'est le massacre. Les étudiants et la population résistent, sans arme, héroïquement... Les serments et les tremolos « démocratiques » des gouvernements impérialistes ne doivent pas tromper : la répression sanglante joue à leur avantage. Ils appellent communisme son contraire : les bureaucraties parasitaires, pourries, corrompues et contre-révolutionnaires. Ils estiment qu'ils tireront les marrons du feu. (Combattre pour le Socialisme n° 28, juin 1989)

[...]

1992 : LE « SOCIALISME DE MARCHÉ »

Quelques années après, malgré les dissensions au sein de la bureaucratie, malgré de nombreux coups de frein, le processus d'instauration de rapports capitalistes est décidé : annonce de la transformation de la Chine en « économie socialiste de marché » (sic) en 1992 ; autorisation de sociétés par actions pouvant lever des capitaux en bourse en 1994 ; réintégration de Hongkong en 1997, dont le caractère capitaliste est respecté ; transformation des entreprises publiques en sociétés anonymes en 1997 ; en mars 1999, un amendement de la constitution reconnaît formellement le secteur privé comme une « composante importante » de l'économie ; en 2001, une bourse consacrée aux titres des nouvelles technologies de l'information et de la communication ouvre à Shenzhen ; la Chine adhère à l'OMC.

L'économie chinoise est de plus en plus soumise à la loi de la valeur. Par conséquent, une partie de la force de travail subit l'exploitation capitaliste et une autre va grossir l'armée de réserve des chômeurs. À partir de 1996, l'effectif

des entreprises d'État chute de 22 % et de plus de 40 % dans celles des provinces. Les entreprises privées et mixtes, c'est-à-dire à capital étranger ont augmenté leurs effectifs de 60 %.

La Chine est le deuxième pays récipiendaire d'investissements directs venus de l'étranger après les États-Unis, indique l'OCDE dans un rapport sur les marchés financiers... Soit 10 % des investissements directs effectués dans le monde, et 30 % des investissements effectués dans les pays émergents... (Le Monde, 11 octobre 2000)

[...]

LE PROLÉTARIAT EST LA CLÉ DE L'AVENIR DE LA CHINE

La nouvelle révolution chinoise ne saurait triompher véritablement que dans la perspective des États-Unis socialistes d'Asie, qu'en s'inscrivant dans la révolution prolétarienne mondiale. Mais pour rallier les masses semi-prolétariennes et la jeunesse, pour accomplir la tâche historique de renversement de la bureaucratie et d'expropriation du capital, aucun processus spontané ne suffira. Il faut au prolétariat de Chine un programme, il lui faut une stratégie, il lui faut une direction.

Libertés démocratiques, droit de grève, droit de manifester, droit d'expression, droit de s'organiser ! Respect des peuples non-hans ! Droit pour les minorités nationales de se séparer !

Organisation de comités d'ouvriers, de paysans pauvres, de soldats, d'étudiants ! Centralisation dans les villes, les provinces, au plan national ! Gouvernement ouvrier et paysan ! Expropriation de la néo-bourgeoisie, des groupes capitalistes !

Contrôle ouvrier sur la production ! Élaboration par les conseils ouvriers et paysans d'un plan de production pour satisfaire les immenses besoins des masses !

États-Unis socialistes d'Asie de l'Est !

La classe ouvrière chinoise a besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire, comme celui que voulait constituer le Parti communiste chinois en 1919, la Ligue communiste chinoise en 1931. Elle a besoin pour cela d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

[Extraits de *Révolution communiste* n° 5, septembre 2002, qui ne prononçait pas clairement sur la restauration du capitaliste en Chine, au contraire des thèses de 2021 qui suivent]

Pourquoi la Chine est une puissance impérialiste

TANT QUE LE CAPITALISME DURE, LES RAPPORTS EN SON SEIN ÉVOLUENT

Depuis le début du XX^e siècle, le capitalisme connaît une phase historique de déclin nommé impérialisme. Au sein de l'Internationale ouvrière, Hilferding, Luxemburg, Boukharine et Lénine ont contribué à l'analyse de cette période de putréfaction du mode de production, époque des guerres et des révolutions. Selon Lénine, on peut la résumer en cinq points : concentration de la production engendrant de grandes multinationales, monopoles de quelques grandes banques, accaparement des sources de matières premières par ces entreprises géantes et le capital financier, concurrence mondiale entre quelques grandes puissances et leurs entreprises exportatrices de capital, repartage du monde par la compétition économique et par l'affrontement militaire si besoin.

Le capitalisme continue à jeter les bases d'un mode de production supérieur, par la croissance de la classe ouvrière, le développement des forces productives, leur internationalisation et la tendance à leur socialisation. En même temps, augmentent ses tendances destructrices et barbares, avec des guerres permanentes (dont deux mondiales), des crises économiques récurrentes (dont plusieurs internationales), le recours de la bourgeoisie au fascisme, de graves menaces sur l'environnement...

Le capitalisme est plus soumis que jamais à la loi du développement inégal et combiné. Les États nationaux sont interdépendants mais pas homogènes. À un pôle, on trouve la puissance dominante, à l'autre des petits États arriérés et dominés, avec entre les deux des puissances impérialistes de second ordre, des pays avancés mais de taille réduite, des puissances régionales. Cette hiérarchie n'est pas éternelle, pas fixe. À la fin du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne domine encore le monde, concurrencée par l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche, l'Italie... En dehors de l'Europe, les États-Unis, appuyés sur la taille du pays, les transferts de technologie et l'énergie des colons s'affirment, ainsi que, dans une moindre mesure, le Japon et la Russie.

Bien que dépendant des investissements étrangers (importation de capital) et n'exportant guère que des matières premières, la Russie est souvent classée comme un impérialisme (le maillon le plus faible) par le Parti bolchevik à partir de 1914 parce qu'elle est parvenue à édifier des firmes capitalistes autochtones de grande taille et qu'elle opprime et exploite d'autres peuples (voir, entre autres, Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, juillet 1916).

Les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et le Japon sont confrontés au partage antérieur du monde entre vieux empires coloniaux. Une des victimes est l'empire

de Chine, un des plus vieux États du monde, qui est dépecé. Le Japon inflige en 1905 une défaite militaire à la Russie. Les États-Unis s'emparent d'une grande partie du Mexique et contribuent à démanteler l'influence espagnole en Amérique. L'empire allemand et l'empire autrichien, s'appuyant sur l'empire ottoman, essaient de repartager l'Europe et le monde en 1914, mais échouent. Tous les empires européens s'effondrent sous les coups de la révolution européenne, dont un seul État ouvrier sort, l'URSS. Son arriération, les guerres, l'isolement facilitent la prise du pouvoir en 1924 par la bureaucratie conservatrice de l'État menée par Staline. L'URSS devient un État ouvrier dégénéré.

La Tchécoslovaque, un nouvel État né avec l'aide de l'impérialisme français dans la partie la plus industrialisée de l'empire autrichien, n'est certes pas une grande puissance entre les deux guerres mondiales, mais la bourgeoisie tchèque a constitué des entreprises capitalistes d'envergure internationale et elle opprime d'autres peuples. Elle est par conséquent un impérialisme (voir Trotsky, *Remarques sur la Tchécoslovaquie*, juin 1938).

En 1939-1940, les bourgeoisies allemande, italienne et japonaise essaient d'affronter ensemble les autres impérialismes et de détruire l'État ouvrier, mais se font écraser par la coalition menée par les EU et la résistance des peuples d'URSS. La montée révolutionnaire mondiale qui, sans vaincre, préserve l'URSS, aboutit à des États ouvriers dégénérés en Europe de l'est, au Vietnam, en Corée et en Chine, et le besoin de relais fiables de l'impérialisme hégémonique. Le Japon, l'Italie et l'Allemagne peuvent se reconstituer comme impérialismes dans ce cadre.

Le régime nationaliste bourgeois s'effondre en 1949 sous les coups des armées paysannes dirigées par le PCC qui s'appuie sur l'URSS. Le PCC tente de développer le capitalisme national en alliance avec les débris de la bourgeoisie démocratique mais la menace militaire de l'impérialisme américain (guerre de Corée) et la trahison consécutive des capitalistes chinois le poussent en 1950 à exproprier la grande propriété foncière et les entreprises capitalistes pour enfanter une bureaucratie privilégiée au détriment de l'économie collectivisée.

Actuellement, entre les États-Unis, la première puissance mondiale et Haïti (pays le plus pauvre au monde), il existe différents niveaux d'émergence impérialiste (Chine, Russie), de vieillissement impérialiste (Grande-Bretagne, France, Italie, Espagne...) ou de revitalisation impérialiste après la guerre mondiale (Japon, Allemagne...), de puissances capitalistes régionales (Inde, Brésil, Turquie...), de pays semi-dominés (Iran, Afrique du Sud, Nigeria, Mexique, Argentine...) ou totalement dominés (l'immense majorité des pays de la planète).

COMMENT LA CHINE A-T-ELLE TRAVERSÉ LA PÉRIODE DU CAPITALISME IMPÉRIALISTE ?

Avant la 2^e guerre mondiale, le pays le plus peuplé du monde traverse deux révolutions qui échouent :

- en 1911, une révolution bourgeoise qui renverse la monarchie mais rate l'unification et la modernisation du pays ;
- en 1925-1927, une révolution prolétarienne trahie par la bureaucratie de l'URSS et Staline.

La Chine est réunifiée en 1948-1949 (sauf Formose-Taiwan, Hongkong et Singapour) par le parti stalinien à la tête d'une armée paysanne. Les femmes sont émancipées en droit mais les grèves sont interdites et le capitalisme n'est pas mis en cause.

En 1950-1951, face à l'offensive militaire des États-Unis (la guerre de Corée) et à la complicité envers l'impérialisme des classes exploiteuses, Mao Zedong et le PCC s'appuient sur l'URSS et exproprient la propriété foncière ainsi que la plupart des entreprises capitalistes. Il en émerge un État de type « ouvrier dégénéré » car modelé sur l'URSS de l'époque, avec comme caractéristiques :

- la propriété étatique des principaux moyens de production,
- un plan impératif dicté d'en haut qui rompt avec la loi de la valeur et permet un premier développement des forces productives (avec l'aide de l'URSS jusqu'en 1960),
- l'affectation administrative des travailleurs urbains aux postes de travail (la force de travail n'est donc pas une marchandise),
- les privilèges de la bureaucratie dirigeante dont l'instrument est le PCC,
- son carcan totalitaire sur la vie politique, sociale, scientifique et artistique.

Pourtant, pour les stalinophobes qui révisent le programme communiste sous la pression de l'impérialisme (l'ancien membre de la section palestinienne Cliff, le WP/États-Unis de Shachtman, le POI/Chine de Fanxi...), pas plus la Chine que l'URSS ne sont des États ouvriers. Par conséquent, ils refusent de défendre la Chine et la Corée du Nord quand les États-Unis et leurs alliés interviennent en Corée (1950-1953).

Symétriquement, pour les stalinophiles (l'ancien membre de la section polonaise Deutscher, la direction de la 4^e Internationale d'après-guerre) qui révisent le programme communiste sous la pression du stalinisme alors à son zénith, le PCC n'est plus stalinien puisqu'il a pris le pouvoir. Pour Pablo, Mandel, Frank, Maitan, Posadas et compagnie, et l'État ouvrier chinois est seulement déformé (comme l'URSS des années 1920, quand l'Opposition de gauche et l'Opposition unifiée se battaient au sein du PCUS). Il n'y a pas besoin, selon eux, d'une révolution prolétarienne, il faut rejoindre le PCC pour réformer l'État ouvrier. Par conséquent, le secrétariat international de la « 4^e Internationale » refuse de défendre ses propres camarades de la section chinoise (PCR) victimes de la répression mao-stalinienne (les militants restés sur place sont arrêtés et emprisonnés avec leurs conjoints, certains sont assassinés immédiatement, la plupart meurent en camp, les survivants sont libérés trente ans après).

En fait, la Chine devient d'emblée analogue à l'URSS, qui était depuis les années 1930 un État ouvrier dégénéré. Autrement dit, un pays qui ne peut aller au socialisme que grâce à une révolution politique, si la classe ouvrière renverse la bureaucratie usurpatrice, privilégiée et finalement pro-bourgeoise. Telle est la position de la section chinoise de la 4^e Internationale, le PCR (Peng Shuzhi, *Rapport sur la situation chinoise*, novembre 1951 ; *Sur la nature du PCC et de son régime*, mars 1961) et du SWP (*La 3^e Révolution chinoise et ses suites*, octobre 1955).

Le « socialisme dans un seul pays », économiquement arriéré et politiquement totalitaire, n'a rien à voir avec le mode de production socialiste-communiste (où, sur la base de forces productives développées, l'humanité décide librement et collectivement du plan), comme le soutiennent les médias bourgeois et les partis staliniens de l'époque version Moscou ou Pékin. La Chine de 1950-1992 n'est pas non plus capitaliste, comme le soutiennent les IS-SWP de Grande-Bretagne, VOLO de France et autres.

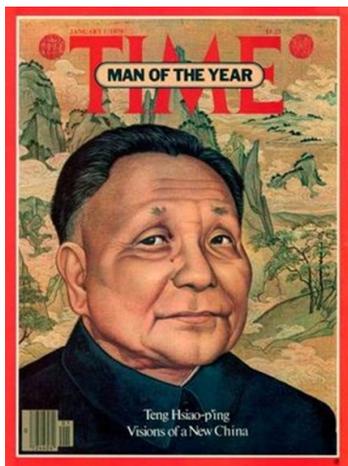
À deux reprises, la fracturation de la bureaucratie ouvre la possibilité pour les travailleurs de la renverser et d'avancer vers le socialisme. En 1960-1962, Mao est mis à l'écart par Liu Shaoqi, Deng Xiaoping, Chen Yun, Peng Zhen après l'échec du « Grand bond en avant » et la famine qu'il cause (1958-1961). En 1966, s'appuyant sur la police politique (Kang Sheng), l'armée (Lin Biao) et la presse (Chen Boda), sa quatrième épouse (Jiang Qing), Mao mobilise les étudiants (pas les ouvriers) contre la fraction majoritaire. Les deux fractions s'affrontent les armes à la main à Wuhan en 1967. La « révolution culturelle » échappe au contrôle de l'apprenti sorcier Mao : certains « gardes rouges » s'en prennent à toute la bureaucratie, des grèves éclatent, les travailleurs de Shanghai prennent le pouvoir en 1967 sur le modèle de la Commune de Paris.

En 1968, Mao, Kang et Zhou Enlai mettent fin à la révolution (anti)culturelle, répriment de manière sanglante, reconstruisent le PCC et envoient les jeunes se « rééduquer » dans les campagnes (pas les entreprises des villes). Chen est écarté en 1970, Lin Biao l'année suivante. En 1971, Mao reçoit Nixon en pleine guerre du Vietnam.

À la mort de Mao, en 1976, la fraction dominante de la bureaucratie, menée par Hua Guofeng, élimine Jiang Qing et Zhang Chunqiao.

Deng Xiaoping prend le pouvoir en 1978 et prend des mesures pro-capitalistes analogues à celles tentées au même moment en URSS, en Roumanie, en Hongrie, en Pologne... : retour de l'exploitation familiale dans l'agriculture en 1978, zones franches (ZES) sur la côte en 1979, possibilité pour les entreprises de vendre au-dessus des prix du plan si elles ont rempli leur quota en 1979, microentreprises privées (getihu) en 1981, libéralisation des prix de 1984 à 1987, suppression des communes populaires des campagnes en 1984, sociétés privées (siying) en 1987...

Par conséquent, la planification se disloque. La crise économique et sociale de 1989 cause un mouvement massif d'étudiants dans plusieurs grandes villes. Il est écrasé violemment à Pékin par l'armée quand la classe ouvrière commence à le



joindre. Temporairement, la fraction de Chen Yun et Li Pen prend le dessus dans la bureaucratie et interrompt les « réformes ».

En 1989, le capitalisme s'étend à l'est de l'Allemagne lors de l'absorption de la RDA par la bourgeoisie impérialiste allemande. Puis la restauration du capitalisme s'accompagne de l'éclatement de l'URSS, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie en 1992. Les pays d'Europe centrale adhèrent presque tous à l'OTAN dirigée par les États-Unis et adhèrent à l'Union européenne codirigée par l'Allemagne et la France.

Deng reprend la main. La majorité de la bureaucratie chinoise décide de muer en bourgeoisie tout en tentant d'éviter l'intervention des masses ainsi que l'éclatement et l'immixtion étrangère. Pour cela, elle conserve le régime autoritaire et le parti unique, désormais bourgeois. En 1990, l'État crée deux bourses, à Shanghai et à Shenzhen. La restauration est préparée par une tournée de Deng en janvier et février 1992 et officialisée au 14^e congrès du PCC en octobre 1992 sous le nom de « socialisme de marché » (sic).

Le rétablissement du capitalisme ne se mesure pas seulement par la privatisation des entreprises étatiques qui débute en 1993. L'essentiel est que :

- Le travail lui-même devient marchand. Les travailleurs sont obligés de vendre leur force de travail et subissent désormais la pression du chômage : l'armée de réserve s'élève à 4 % de la population active. L'intensité du travail des salariés a considérablement augmenté.
- Le but de la production devient le profit. Les produits prennent majoritairement la forme de marchandises, à écouler sur le marché qui valide après coup la valeur créée (et non la création de simples valeurs d'usage déterminées à l'avance).

En 1992, la part des produits industriels écoulés sur le marché (y compris par les entreprises étatiques) l'emporte sur les quotas des plans. Le PCC officialise en 1993 : « *les plans nationaux doivent prendre le marché comme fondation* ». À partir de 2006, le mot « *guihua* » (plan-instruction) est remplacé par le mot « *yindao* » (plan-cadre). En 2013, le PCC déclare par sa résolution *Faire jouer au marché un rôle décisif dans la distribution des ressources* : « *Il s'agit de faire en sorte que la distribution des ressources aboutisse, en fonction du mécanisme du marché, à un rendement maximal et à une efficacité optimale* ». Le plan *Made in China* de l'Assemblée populaire de 2015 stipule : « *le marché oriente, le gouvernement guide* ». Les plans sont désormais indicatifs, comme les plans capitalistes français et japonais des années 1950-1960. Les entreprises étatiques elles-mêmes produisent pour le marché, comme celles des autres pays capitalistes.

Dans les villes, l'État bourgeois privatise les anciennes entreprises étatiques (un processus entrepris en 1992 qui se poursuit aujourd'hui) et supprime de 1983 à 2003, dans les entreprises étatiques qui subsistent, le « bol de riz en fer » (emploi à vie, logement de fonction, pension de retraite, soins de santé...). Dans les campagnes, la suppression des quotas d'achat public et des prix administrés oblige à vendre la production sur le marché, ce qui appauvrit à partir de 1980 la majorité des familles paysannes (tout en enrichissant une minorité). Symétriquement, les travailleurs des campagnes doivent faire face à la marchandisation de leurs moyens de consommation : ils paient pour les soins de santé et l'instruction autrefois gratuits dans les communes populaires. La concurrence des entreprises capitalistes a ruiné à partir de 1988 les petites entreprises collectives des campagnes qui licencient leur main-d'oeuvre.

S'obstiner à prétendre que la Chine est « socialiste », comme les stalino-maoïstes (parfois subventionnés pour répandre « la pensée Xi Jinping »), ou reste un « État ouvrier », comme la SL et l'IG des États-Unis et l'IBT du Canada, est absurde, après 30 ans de preuves répétées du caractère capitaliste de l'économie, de l'État et du parti.

De 1992 à 2008, l'État bourgeois crée de toutes pièces un gigantesque marché du travail. S'appuyant sur les forces productives issues de l'État ouvrier dégénéré (main-d'oeuvre en bonne santé et instruite, infrastructures, base manufacturière, réforme agraire...), il fait du pays « l'atelier du monde ». Les anciens bureaucrates devenus capitalistes exploitent le prolétariat national, seuls ou sous forme de coentreprises avec les capitalistes étrangers (ceux de la diaspora han ou des pays impérialistes).

Ensuite, s'appuyant sur la taille du pays, le contrôle du capital étranger, un effort de recherche conséquent, l'espionnage, la classe capitaliste nationale accumule assez de capitaux, maîtrise suffisamment les technologies avancées, pour se dresser comme une puissance impérialiste.

QUELLE EST LA PLACE DE LA CHINE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE ?

Il est utile d'analyser l'évolution de la Chine au regard des critères dégagés par le marxisme du début du XX^e siècle. Elle est plus qu'un impérialisme de dernier ordre (comme la Russie de 1916) ou qu'un impérialisme de taille réduite (comme la Tchécoslovaquie de 1938).

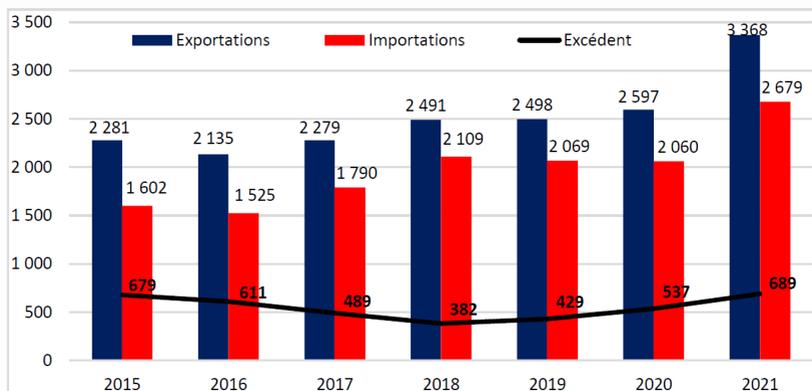
- L'économie chinoise est organisée et dominée par quelques dizaines de grandes multinationales dont 143 sont parmi les 500 premières entreprises mondiales du classement Fortune 2021 (contre 121 pour les États-Unis).
- Le système bancaire est dominé par 4 grands établissements (Industrial and Commercial Bank of China, Bank of China, China Construction Bank, Agricultural Bank of China) parmi les 10 premières valorisations dans le monde en 2021.

- Les matières premières sont accaparées par quelques grandes entreprises en Chine qui se fournissent sur l'ensemble de la planète. Tous ces grands groupes sont devenus des concurrents des autres grands trusts des vieilles puissances impérialistes (États-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France...) ou des plus tardives apparues avec la restauration capitaliste (Russie, Ukraine...).
- Elle opprime au sein de ses frontières des minorités nationales et elle commence à participer à l'exploitation de travailleurs d'autres États par l'exportation de capitaux.
- L'exportation de capitaux chinois sous la forme des investissements directs à l'étranger (IDE) est la troisième au monde entre 2010 et 2018, derrière les États-Unis et le Japon. En 2020 elle est passée première avec sa meilleure résistance à la crise économique déclenchée par le Covid-19. La Chine est devenue le principal « partenaire » commercial de nombreux pays en Asie, en Amérique latine et en Afrique.
- La Chine remet en cause le partage actuel du monde en revendiquant plusieurs zones d'influence à ses frontières (Hongkong, Taïwan, Mer de Chine), en se dotant d'une armée capable de s'opposer frontalement au Japon et à la Russie, ses rivaux en Asie, ce qui remet en cause la domination étasunienne.

Aujourd'hui, le gouvernement chinois dispose du 2^e budget militaire mondial (200 milliards de dollars contre 722 milliards pour les États-Unis). Supérieur à ses rivaux asiatiques, il revendique la liberté des mers, le respect des frontières,

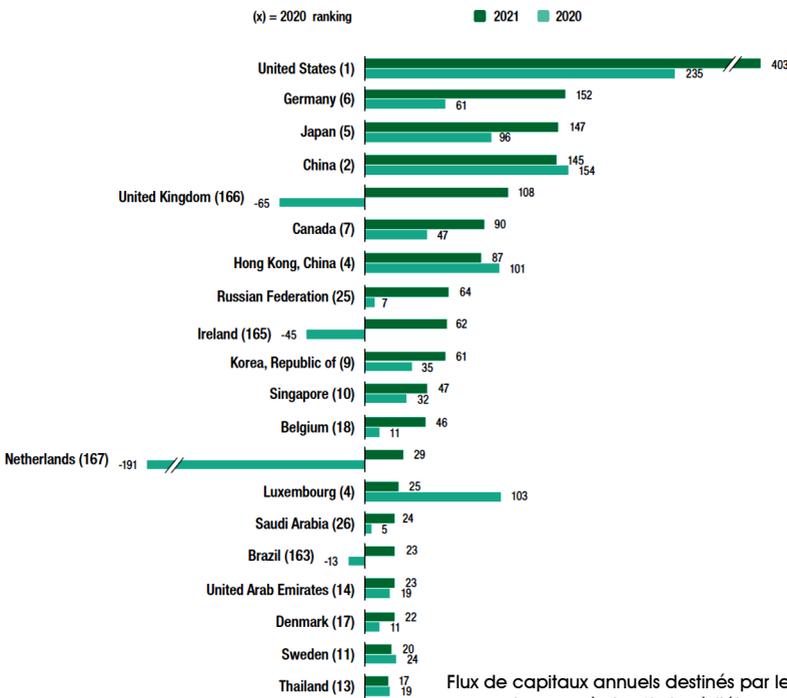
Source: Ministère de l'économie de France, *Bulletin d'analyse économique Chine*, avril 2022

Annexe 4 : Echanges de biens de la Chine entre 2015 et 2021 (Md\$)



la paix dans le monde tout en cherchant à agrandir sa sphère d'influence. Le premier secrétaire du Parti communiste chinois, Xi Jinping, va régulièrement au forum du grand capital mondial, à Davos, défendre le « libre-échange ». De nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine voient que leurs dettes enregistrées auprès de Pékin ressemblent à si méprendre, à celles contractées à Washington, Londres, Paris, Tokyo ou Berlin au cours du siècle écoulé. Le capital financier chinois s'investit sur toute la planète et plusieurs pays connaissent des tensions ou des manifestations antichinoises. L'accumulation du capital par la nouvelle bourgeoisie chinoise lui permet d'émerger comme une puissance impérialiste.

Figure I.14. FDI outflows, top 20 home economies, 2020 and 2021
(Billions of dollars)



Flux de capitaux annuels destinés par les entreprises à des filiales à l'étranger (IDE sortants)

Source: CNUCED

World Investment Report, 2022

Source: UNCTAD, FDI/MNE database (<https://unctad.org/fdi/statistics>).

COMMENT L'ÉCONOMIE CHINOISE A-T-ELLE REJOINT CELLES DES AUTRES IMPÉRIALISMES ?

La Chine assure 18 % de la production manufacturière mondiale et en exporte une partie significative. Elle est le premier producteur mondial de jouets, d'acier, de biens informatiques, d'équipements de télécommunication, de circuits électroniques, de machines et équipements de transport, de vêtements et textiles... Elle constitue une plaque tournante essentielle dans les chaînes mondiales de production industrielle.

Sur leur propre marché, les multinationales chinoises sont dominantes dans les télécommunications, l'énergie (pétrole, électricité, gaz, renouvelables...), l'agroalimentaire, le bâtiment et infrastructures, l'industrie du transport (rails, ports et marine marchande, routes...), les nouvelles technologies (informatique, e-vente, smartphones, réseaux de la téléphonie, réseaux sociaux...). Par exemple, le marché chinois des ventes de voitures est le premier au monde avec plus de 27 millions de véhicules vendus en 2019. Historiquement dominé par GMC, Mercedes, Toyota, Ford, Volkswagen, Nissan, Honda, ce marché a vu les quatre principales marques chinoises (Geely, Baojun, Changan et Great Wall), issues de joint-ventures avec des marques étrangères, acaparer plus de 39 % des ventes en 2019.

La bourgeoisie chinoise tente de rattraper son retard (industrie spatiale, aéronautique, nucléaire, automobile, intelligence artificielle, semi-conducteurs...). Des groupes chinois transnationaux entrent dans les oligopoles industriels mondiaux. Depuis 20 ans, le capitalisme chinois est passé de « l'atelier du

Top 10
des bourses par capitalisation boursière



monde » à une puissance économique de taille internationale. La productivité progresse : l'industrie dispose en moyenne de 187 robots pour 10 000 travailleurs contre 346 en Allemagne et 364 au Japon mais seulement 177 en France ou 228 aux États-Unis. Cette augmentation de la composition organique du capital est nécessaire pour faire face à la concurrence, mais fait baisser le taux de profit.

En 2015, Xi annonce son plan « Made in China 2025 » qui doit, en 10 ans, permettre de se dégager de dépendances stratégiques comme les puces électroniques, l'aviation civile, la robotisation industrielle, l'énergie renouvelable, les véhicules hybrides... La part des pièces industrielles fabriquées en Chine devrait passer de 40 % à 70 % d'ici 2025. Ce plan MIC25 est, à la suite de Trump, dénoncé par Biden car trop favorable aux capitaux chinois aux pratiques « *injustes et coercitives* ».

L'État confirme ses intentions dans son 14^e plan quinquennal (2021-2025) qui doit notamment « *améliorer la qualité et la rentabilité du développement* » et où la « *sécurité* » est la priorité qu'elle soit alimentaire, énergétique ou armée. Dévoilé en mars dernier, il ne donne plus d'objectifs de croissance et s'inquiète des 3 mois de déflation subis cet hiver et compte maîtriser une inflation autour de 3 %. Le MIC25 laisse la place au programme « *China standards 2035* » pour affermir la qualité chinoise sur le marché mondial. L'insertion de la Chine dans celui-ci est définie par le concept de « *circulation duale* » afin d'optimiser le commerce à l'international et réduire la dépendance vis-à-vis des autres puissances. Cette modification de la structure de production s'observe aussi par la part de l'industrie qui en 10 ans est passée de 40 % à 34 % du PIB.

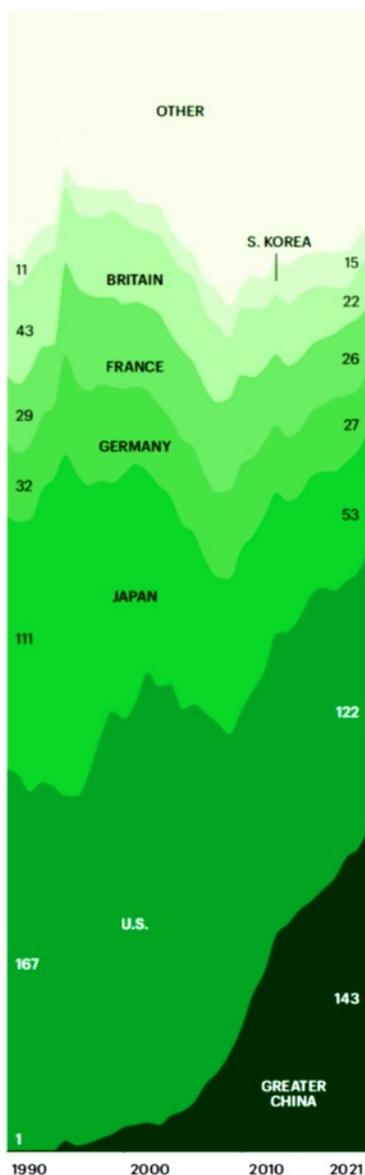
Ces évolutions du capitalisme chinois s'accompagnent de la hausse de la précarité, de l'inflation, de l'endettement, d'une bulle immobilière et de la hausse des loyers. Le krach boursier chinois de l'été 2015 a fait frémir toutes les bourses mondiales. Les bourses chinoises (Shanghai, Shenzhen, Hongkong) ont chuté en mars 2020. Cumulées, leur valeur boursière est de 10 000 milliards de dollars, au deuxième rang mondial derrière les États-Unis (38 000 milliards) et devant le Japon (6 800 milliards).

Le pays dont les réserves en devises sont importantes, a aussi un endettement généralisé (entreprises, collectivités locales, ménages...) qui représente plus de 250 % du PIB.

Tous les traits parasitaires et réactionnaires du capitalisme en déclin affectent l'économie et la société chinoises.

QUELLES SONT LES CLASSES SOCIALES AUJOURD'HUI ?

En quarante ans, les grandes villes historiques et les nouvelles issues des zones économiques spéciales sont devenues des mégapoles dont chacune héberge des millions de travailleurs et travailleuses, le pôle opposé de la



La place de la Chine (en vert foncé) parmi les 500 plus grandes entreprises mondiales.

Source : *Fortune*, août 2021

classe capitaliste. Il a fallu les contraindre à vendre leur force de travail pour subsister.

Le prolétariat venu d'autres États est restreint (environ 800 000, dont des Hans d'autre citoyenneté) : la migration est surtout interne. Il y aurait, d'après l'État, 285 millions de « travailleurs migrants » (mingongs) dans les villes qui laissent souvent leurs enfants aux grands-parents. 90 millions seulement bénéficient d'une assurance contre les accidents de travail. La loi fixe un plafond de 44 heures par semaine ; en pratique, les mingongs travaillent 58,4 heures en moyenne. Ces travailleurs sont discriminés car leur contrat est temporaire et leur statut légal (le passeport intérieur hukou) ne donne pas l'accès aux droits sociaux dans les villes et leur interdit en pratique de faire venir leur famille.

La classe ouvrière chinoise est numériquement la plus puissante du monde, on l'estime à plus de 600 millions de salariés, dont 80 % dans les entreprises privées. Son rôle dans la production, sa concentration dans des usines géantes et des grandes villes lui confère un potentiel révolutionnaire national et international de premier plan. Mais il lui manque des syndicats et un parti révolutionnaire pour défendre ses intérêts, renverser la bourgeoisie et son parti « communiste ».

À partir de 1978, la bureaucratie, dont l'expression politique était le PCC, a alimenté la formation, avec le renfort des capitalistes hans de Hongkong, de Singapour, de Taïwan, des États-Unis... d'une classe capitaliste nationale. Les dirigeants de l'État, des régions, des entreprises publiques, souvent par le biais de leur famille, sont devenus propriétaires des entreprises privatisées. L'état-major de l'armée a créé ses entreprises. Des ambitieux et des mafieux se sont aussi lancés dans les affaires avec la bienveillance des autorités civiles ou militaires, locales puis nationales.

Depuis 1992, l'État protège les rapports d'exploitation, la propriété privée des moyens de production vis-à-vis des classes subalternes : exploités (classe ouvrière), semi-exploités

(petite bourgeoisie traditionnelle, encadrement), parasites (forces de répression, prêtres, journalistes aux ordres...). Il s'efforce de garantir les sources d'approvisionnement et les débouchés face aux autres bourgeoisies.

Début 2021, il y avait dans le monde 2 775 milliardaires en dollars, dont plus de la moitié dans deux pays seulement : 724 aux États-Unis, 698 en Chine. Ceux-ci sont le plus souvent membres du PCC ou ont des relations étroites avec les dirigeants politiques. L'État chinois est l'État des capitalistes. L'Assemblée « populaire » est leur parlement. Le Parti « communiste » est leur parti.

Les forces de répression sont hypertrophiées (on compte 1,5 million de policiers, sans compter les polices privées). Comme autres couches intermédiaires, une petite bourgeoisie urbaine de professions libérales, de cadres et de commerçants (estimée à 300 millions de personnes) s'est développée. Cette classe qui travaille, consomme, s'endette, reste sous la domination politique de la bourgeoisie tant que la classe ouvrière ne lutte pas pour l'hégémonie. Avec les capitalistes et les salariés, elle assure des débouchés aux produits chinois qui sont de plus en plus destinés au marché intérieur.

La paysannerie compte encore plus de 300 millions de personnes mais les Chinois vivent majoritairement en ville depuis une dizaine d'années. Toutefois, nourrir 20 % de la population mondiale avec 10 % des terres arables et seulement 8 % de l'eau douce mondiales conduit à une catastrophe économique et environnementale. Outre la grande pauvreté dans les campagnes (vieux, femmes seules, mécanisation insuffisante), les méthodes capitalistes usent les sols et tarissent les nappes phréatiques. La désertification concerne un tiers du pays et menace la majorité des pâturages. Comme ailleurs, l'agriculture chinoise concentre ses productions, utilise des outils mécaniques, des engrais mais toujours à la recherche d'un profit. Si la Chine est le premier producteur mondial de riz, blé, thé, porc, elle doit importer de plus en plus (soja, blé, viandes...) et achète des millions d'hectares de terres dans le monde entier pour compenser une production trop faible pour les 1,4 milliard d'habitants. Sur le plan écologique, la majorité des cours d'eau sont tellement pollués par le capitalisme sauvage que des centaines de villes sont restreintes dans leur accès à l'eau potable et on ne compte plus les drames environnementaux subis par la population (air pollué, sols souillés, aliments sans contrôle sanitaire...). Beaucoup de jeunes ruraux n'ont pas d'autre choix que d'aller travailler dans les usines.

COMMENT SE RÉALISENT L'EXPLOITATION ET L'OPPRESSION CAPITALISTES EN CHINE ?

Les grèves, nombreuses, sont réprimées et les meneurs mis en prison tout comme les journalistes, avocats, artistes ou associations démocratiques qui viennent en défense de citoyens révoltés par la richesse des capitalistes et la morgue des politiciens. La prise en main de la région autonome de Hongkong en 2020 confirme que partout, désormais, un opposant politique peut finir en prison. Toute tentative de constituer un syndicat ou une organisation indépendante du PCC est sévèrement punie. La justice, la police et l'armée sont



Dongguan, avril 2018, grève à l'usine de chaussures Yue Yuen

non seulement au service du grand capital mais de la domination quasi-totalitaire de la socpar l'État.

La condition des travailleurs change vite, en fonction des avancées technologiques, du marché du iété travail, des faillites, des crises économiques. Les luttes et les grèves ont permis des hausses de salaires mais si le coût de la main d'oeuvre devient trop cher, les capitalistes déplacent les usines dans le centre et l'ouest du pays où les salaires sont encore bas. Les paysans touchent en moyenne des revenus trois fois moins importants qu'un travailleur d'une métropole de la côte. Pour les ouvriers et ouvrières, la journée fait en général 12 heures de travail, un jour de repos par semaine au mieux et un salaire moyen de 500 euros par mois. Globalement le salaire moyen en Chine augmente régulièrement et est estimé à 875 € en 2019. Le salaire médian varie beaucoup selon la région : de l'ordre de 300 € par mois dans les provinces reculées du centre jusqu'à 1 100 € à Shanghai. Le chômage officiel en Chine était, en 2018, de 5,1 %. Officiellement, il est de 5,9 % en mai 2020 mais ne concerne que les citadins. Or l'arrêt de l'économie a renvoyé des dizaines de millions de travailleurs migrants dans les campagnes. En 2020, les baisses et arriérés de salaires, les licenciements et les contrats toujours plus précaires ont été la cause de résistances et de grèves, malgré la pandémie et la répression.

Une des conséquences de la destruction de l'État ouvrier est que l'oppression des femmes s'est accrue depuis 30 ans. Dans un pays qui envoie une navette sur la lune et un robot sur Mars, il y a pénurie de toilettes publiques pour les femmes, ce qui suscite des mobilisations. En 2012, le revenu féminin était de 67,3 % de celle des hommes (contre 75 % en 1990). La précarité, le chômage (2 fois plus fort), les discriminations au travail, les licenciements abusifs sont plus fréquents pour elles. Alors que 3 femmes sur 4 travaillent (un taux très élevé en Asie), elles le font dans les secteurs les plus durs : agriculture, industrie manufacturière, commerce. Enfin, la grossesse et les enfants à charge sont toujours discriminants et conduisent au licenciement chez les ouvrières.

De plus en plus, le marché du travail attribue aux hommes des emplois mieux payés et à responsabilité. Le harcèlement sexuel, fréquent, provoque maintenant des protestations. Les ouïgoures sont massivement stérilisées contre leur gré.

Un autre aspect du caractère impérialiste de l'État est l'oppression des minorités nationales en Chine. Les Tibétains et les Ouïgours vivent à l'ouest du pays dans un état d'urgence permanent. En plus de sévères restrictions de leur culture locale, de leur langue, de leurs cultes et de leur droit à l'autodétermination, l'État chinois emprisonne les résistants par milliers dans des camps de « rééducation ». Les contrôles incessants, la surveillance vidéo et les prélèvements ADN sont la norme. Alors que la région du Xinjiang n'a que 22 millions d'habitants (mais assure 13 % de la production nationale de pétrole et 24 % de celle du gaz), les Ouïgours n'y représentent que 45 % de la population contre 75 % dans les années 1950 et sont maintenus au bas de l'échelle sociale par les Hans venus de l'est, soutenus par la police et l'armée. Les constructions d'églises et de mosquées sont strictement contrôlées alors que les temples consacrés aux superstitions traditionnelles (taoïsme et surtout confucianisme) se multiplient dans le pays.

Depuis sa prise du pouvoir, Xi Jinping tente de prendre une posture bonapartiste. Les campagnes « anticorruption » dirigées contre ses concurrents au sein du PCC conduisent à l'éviction et au remplacement de plus d'un million de fonctionnaires. La venue au pouvoir de Xi en 2012 fut aussi le résultat de luttes de clans. Une fois le concurrent Bo Xilai en prison à vie en 2013, de nombreux adversaires ont été muselés comme Zhou Yangkang, ancien membre du comité permanent du bureau politique. Ce comité est « nommé » lors du congrès du PCC et selon les règles de soumission et d'accord entre cliques. Lors du 19^e congrès en 2017, Xi Jinping devient l'égal de Mao en introduisant sa « pensée » dans la charte du parti. Xi rompt alors avec la tradition de nommer un successeur potentiel. En février 2018, la règle de deux mandats maximums pour le secrétaire du parti et président est abrogée. Depuis, sa clique appelée « armée de Xi » poursuit sa mainmise sur la gestion des affaires. Même si de nombreux millionnaires sont membres des instances du pays comme l'Assemblée nationale du peuple (ANP, appelée « fashion week » par les moqueurs) et la Conférence consultative qui se tiennent annuellement, l'allégeance à Xi et la conformité aux buts de l'État sont de plus en plus exigées. En 2017, plusieurs milliardaires ont ainsi eu « des problèmes personnels » et ont disparu durant plusieurs semaines. Fin octobre 2020, c'est Jack Ma, 25^e fortune mondial et PDG d'Alibaba, qui est puni. Critiquant un peu trop le système financier chinois, le milliardaire membre du PCC et de l'ANP disparaît pendant 3 mois. Alors que la filiale financière d'Alibaba devait entrer en bourse à New-York pour 34 milliards de dollars, l'opération est annulée par Pékin, qui craint que l'impérialisme américain ne s'empare d'une porte d'entrée sur la masse des données numériques de la population chinoise détenues par l'entreprise.

En 2021, le parti n'a plus rien de communiste, cent ans après sa fondation par les pionniers chinois du bolchevisme. Il est devenu son exact opposé : le parti de la gestion des affaires capitalistes. S'il n'a pas osé abandonner le nom

« communiste » c'est uniquement par peur de la réaction des masses. Il fixe l'objectif d'un « *pays socialiste moderne* » qui se « *hissera au premier rang du monde* » en 2049, ce qui est le but de l'impérialisme chinois. Il a sa tête un homme providentiel au slogan nationaliste « *Un pays, un rêve* » qui tient les rênes pour le compte de la classe exploiteuse qui fait face à un danger : la classe ouvrière. Pour interdire l'expression de celle-ci, la bourgeoisie utilise le PCC et ses 92 millions de membres. Xi Jinping a imposé la création de cellules du PCC y compris dans les entreprises étrangères. Mais, à cette échelle, cela ne peut aller sans contradictions dont témoigne l'apparition, sur les franges du PCC, de courants néo-maoïstes qui agitent le besoin d'égalité.

Contre la population, un système de « *crédit social* » attribue, publiquement, des notes aux citoyens « conformes » et fait honte aux « déviants ». Tous les membres du PCC et tous les fonctionnaires sont invités depuis 2019 à télécharger l'application « *étudier Xi, rendre le pays plus fort* ». Mais cette aspiration bonapartiste témoigne, dans le même temps, de la fragilité du pouvoir. En tant que puissance impérialiste émergente, la bourgeoisie accepte que l'ordre soit réglé par une dictature dont la chute peut devenir mortelle si les travailleurs renouent avec l'inspiration du Parti communiste fondé comme section de l'IC par Chen Duxiu et Li Dazhao en 1921.

COMMENT L'IMPÉRIALISME CHINOIS SE DÉVELOPPE-T-IL DANS LE MONDE ?

Depuis le déclenchement de la guerre commerciale avec les États-Unis, la montée en puissance chinoise est contrariée sur tous les continents. Pourtant les entreprises et capitaux chinois bousculent toutes les zones d'influence des vieilles puissances. C'est aux États-Unis et en Europe que les rachats et participations aux capitaux d'entreprises ont été les plus importants jusqu'en 2018. Depuis, plusieurs rachats et concurrents chinois ont été repoussés, sous des prétextes divers comme l'espionnage, le secret-défense ou la défense de fleurons industriels.

En Afrique, la Chine est le premier partenaire commercial depuis 2012. Sur ce continent dominé, les acquisitions d'entreprises et les obtentions de concessions minières et pétrolières sont réalisées avec la construction d'infrastructures et de prêts en échange. Militairement, l'armée soutient par sa marine la lutte contre la piraterie et le terrorisme sur la côte est africaine, dispose de 2 500 soldats dans les « missions pour la paix » de l'ONU et a ouvert en 2017 une base pouvant accueillir 10 000 hommes à Djibouti.

En Amérique latine, la Chine est devenue le premier client du Brésil (15,9 % des échanges), devant les États-Unis (11,1 %), ainsi qu'au Chili (23,2 % contre 11,7 % pour les États-Unis), au Pérou (17,1 % contre 13,3 %) et au Venezuela (21,3 % contre 7,8 %). Au Venezuela, il est évident que le gouvernement capitaliste de Maduro tente de s'appuyer sur les capitaux chinois contre l'offensive de l'impérialisme étasunien et l'opposition bourgeoise locale.

Dans le reste du monde, la Chine s'impose comme un « partenaire » incontournable. Observateur permanent au sein du Conseil de l'Arctique depuis 2013, Pékin multiplie les investissements avec la Russie autour d'une « route polaire de la soie » à mesure que le réchauffement climatique ouvre le passage du Nord est.

À l'ONU, la Chine est le deuxième contributeur (12 % du budget 2021) après les États-Unis (22 %). Son ambassadeur s'est opposé, de 2011 à 2020 à 8 projets de résolutions condamnant les crimes du régime syrien, à deux autres concernant les gouvernements de Birmanie (2007) et du Zimbabwe (2008) ou à celui exigeant des élections au Venezuela en 2019.

La Chine dispose désormais d'un savoir-faire technologique et scientifique. La capacité de décrypter le génome du virus Sars-CoV-2 confirme les avancées biotechnologiques et médicales tout comme la production de différents types de vaccins contre le coronavirus. Les brevets scientifiques chinois sont à la 2^e place mondiale en nombre et les dépenses en recherche et développement viennent de dépasser celles de l'UE. Le nombre d'étudiants licenciés en sciences est le triple des européens ou américains. Le réseau ferré chinois à grande vitesse est le plus grand du monde depuis 2016 (les 1 300 kilomètres entre Pékin et Shanghai sont parcourus en moins de 5 heures). En 2021, la Chine a mis au point deux supercalculateurs exaflopiques, dépassant le Japon. Elle produit les deux tiers des cellules photovoltaïques dans le monde. Elle dispose de la grande majorité des minerais rares et des « terres rares »

Les grands axes de la nouvelle Route de la soie



dont a besoin l'industrie, notamment le secteur numérique et celui des batteries électriques (parmi les 3 premiers fabricants de batteries mondiaux figurent deux groupes privés chinois : CATL et BYD).

Les scientifiques chinois sont à l'origine de plusieurs avancées importantes. Ils ont notamment permis la création d'un satellite et d'un ordinateur quantiques, le développement de deux stations spatiales expérimentales mises en orbite en 2011 et 2016, la création de 2 télescopes spatiaux cherchant des pulsars et des ondes gravitationnelles dans l'Univers, la construction d'accélérateurs de particules et radiotélescopes puissants. Enfin, la Chine a organisé 6 vols spatiaux habités et un robot s'est posé sur la face cachée de la Lune en 2019, un autre sur Mars en 2021. Depuis 2018, la Chine lance plus d'engins spatiaux que les États-Unis (31 contre 27 l'an passé). Tout en lançant des satellites pour d'autres pays, l'industrie spatiale chinoise déploie Beidou, un système satellitaire concurrent du GPS. Une station spatiale occupée en permanence est prévue pour 2022. Une exploitation habitée de la Lune est envisagée pour 2030.

Le renminbi (yuan) représente 1,94 % des échanges internationaux, loin derrière le dollar (87 %) et l'euro (6,6 %) mais au même rang que la livre sterling, le yen et le dollar canadien. Le yuan est aussi devenu, en 2016, une monnaie admise dans le panier DTS du FMI comme les autres devises de puissances impérialistes.

POURQUOI LES « NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE » SONT-ELLES UNE OFFENSIVE IMPÉRIALISTE ?

En 2013, dans la lutte pour sa sphère d'influence, le gouvernement chinois dont la Banque centrale dispose des plus grandes réserves monétaires au monde, a annoncé son projet *Une ceinture, une route*. Il s'agit d'abord de consolider, sécuriser et développer les gazoducs, oléoducs, routes, voies ferrées, ports, aéroports qui transportent les marchandises entrant et sortant de Chine, notamment à destination de l'Europe, l'un des principaux marchés des capitalistes chinois. Et l'ambition marchande est doublée d'une ambition financière avec la création d'une banque internationale de financement dédiée et prêt de 200 milliards de dollars investis entre 2013 et 2019, selon les estimations de ses concurrents, pour atteindre 1 300 milliards d'ici 2030.

La « ceinture » est composée des installations portuaires financées par les grandes multinationales chinoises au Sri Lanka, au Pakistan, au Bangladesh, en Birmanie et au Cambodge, la Chine dispose depuis 2017 d'une première base militaire à Djibouti, à l'entrée de la Mer rouge, sur le chemin de Suez à Malacca. Depuis 2014, d'autres installations militaires chinoises sont construites sur les îlots disputés en mer de Chine (Paracels, Spratleys) avec le Japon, le Vietnam ou les Philippines.

La « route » est un ensemble d'investissements allant de Chine vers l'Europe sous la forme d'une ligne ferroviaire, d'autoroutes et d'oléoducs et gazoducs.

Un « corridor économique » se développe entre la Chine et le Pakistan, en contournant l'Inde. Le projet concrétise ce qui existait déjà : la Chine est devenue le premier partenaire commercial des anciennes républiques socialistes (Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan) devant la Russie. Cette dernière accepte péniblement l'intrusion des capitaux chinois dans son secteur mais elle n'est pas de taille à repousser cette « offre » car ils compensent, dans la crise économique du pays depuis 2014, les sanctions venues des États-Unis et confortent les liens de Moscou et Pékin.

En décembre 2014, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) est créée à Pékin pour associer les autres pays au projet de « nouvelles routes de la soie », mythifié pour l'occasion. En 2020, 102 pays y sont associés. La Chine dispose d'un tiers du capital, les États européens de 20 %. Les autres « investisseurs » dans le projet BRI sont les grandes banques commerciales chinoises (ICBC, CCB, BoC) et d'État (CDB et Eximbank).

COMMENT SES RIVAUX SE DISPOSENT-ILS FACE À PÉKIN ?

Avec l'élection de Trump en 2016, les dirigeants chinois voient se refermer 30 ans de relations commerciales « gagnant-gagnant ». Le conflit s'est soldé par un accord temporaire en janvier 2020. Il est à l'avantage de Washington qui a reçu la promesse de Pékin d'acheter pour 200 milliards de dollars des produits américains. Emblématique d'un conflit planétaire, le puissant groupe chinois Huawei, capable de déployer le réseau 5G de téléphonie mobile, n'a plus le droit de commercer avec des firmes américaines et est repoussé par d'autres États d'Europe et d'Asie. Cette guerre commerciale ouverte a des conséquences sur le marché mondial dont la croissance avait légèrement ralenti en 2019 pour s'écrouler début 2020. Aujourd'hui, de nombreuses multinationales taiwanaises, sud-coréennes, japonaises, européennes et bien sûr étasuniennes limitent leurs investissements en Chine et pensent à relocaliser. Un exemple significatif est le géant taiwanais TSMC qui ne fournira plus ses semi-conducteurs haut de gamme à Huawei. De plus en plus, les entreprises chinoises quittent la cotation à Wall Street, le fabricant de téléphones Xiaomi et le géant pétrolier chinois CNOOC sont sur la liste noire et exclus du marché étasunien en 2021.

Bien que les échanges économiques entre eux soient considérables (plus de 300 milliards de dollars par an rien que pour les biens), la rivalité entre Chine et Japon fait rage. Économiquement, un accord de Partenariat économique régional global (RCEP en anglais) a été signé en novembre 2020 par 15 pays. En plus des 10 pays membres de l'Asean, le Japon, l'Australie, la Chine, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud assouplissent leurs règles douanières et mesures réglementaires. La Chine étant le premier investisseur dans la région, c'est une pression sur Tokyo et une victoire régionale sur les États-Unis. En effet, avec Trump, Washington a abandonné, au profit d'accords commerciaux bilatéraux, le Traité Transpacifique qu'Obama comptait signer avec 14 pays dont son allié japonais. En 2021, Biden poursuit l'offensive

contre Pékin avec le renforcement militaire de la coalition Quad de l'« Indo-Pacifique » (Japon, Australie, Inde) dont les manoeuvres militaires se déploient en Asie. Pékin et Tokyo se disputent toujours la propriété d'îles Senkaku-Diaoyu et la bourgeoisie japonaise, toujours muselée par sa Constitution pacifiste cherche une voie pour son réarmement militaire offensif.

Le 30 décembre 2020, l'Union européenne et la Chine ont signé un « accord d'investissement » pour ouvrir partiellement leur marché respectif. Progressivement, les « coentreprises » et le « transfert de technologies » seront allégés pour les capitalistes européens. L'accord sert les intérêts des plus forts, Allemagne et Chine. Merkel a raflé la mise, l'économie allemande étant le premier investisseur européen en Chine.

Outre le Venezuela, Hongkong et Taïwan, l'Iran devient un enjeu. En juillet 2020, le gouvernement iranien a fait état d'un projet d'accord de 25 ans avec la Chine. Encore tenu secret, il prévoirait des aides diplomatiques et militaires, un investissement chinois de 400 milliards de dollars sur la période en échange d'un accès sécurisé au pétrole iranien. La question coréenne est un autre aspect de l'affrontement sino-étasunien puisque Moscou et Pékin ont demandé en 2018, au Conseil de sécurité de l'ONU, de lever les sanctions contre Pyongyang. À l'inverse, Trump a fait pression pour que les sanctions économiques soient maintenues et amplifiées. Tous les pays de la région renforcent leurs armées sous prétexte de la menace nucléaire nord-coréenne.

COMMENT L'ARMÉE CHINOISE SE MODERNISE-T-ELLE POUR JOUER SON NOUVEAU RÔLE ?

Corolaire de son affirmation impérialiste au cours des dernières années, la bourgeoisie chinoise veut étendre sa zone d'influence et dispute, à ses frontières, des territoires. Elle a aussi initié depuis 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai avec la Russie et les républiques centrales d'Asie, rejointes par le Pakistan et l'Inde en 2017 pour se coordonner militairement dans la région, principalement contre le terrorisme. Pourtant, la tension est montée d'un cran à la frontière sino-indienne en mai et juin 2020 quand des affrontements, uniquement à l'arme blanche, entre les soldats des deux pays ont fait 20 morts et des dizaines de blessés.

L'Armée populaire de libération (APL) a prolongé son implantation en mer de Chine en construisant des installations militaires avec piste d'aviation, missiles sol-air, ports pour gros tonnage sur des îlots (Paracels, Spratleys) disputés par de nombreux pays (Malaisie, Philippines, Vietnam). Évidemment, ces derniers se plaignent de l'expansionnisme chinois et veulent eux aussi exploiter les ressources énergétiques que la Mer de Chine recèle. Le Vietnam a aussi signé des accords militaires avec les États-Unis pour faire face à son envahissant voisin et un porte-avion américain y a fait une escale historique en mars 2018.

Conséquence de la guerre commerciale, le budget militaire étasunien s'élève à 740,5 milliards de dollars pour 2021. Le Congrès veut interdire tout échange technologique avec les entreprises chinoises, renforcer l'armement de Taïwan,

exiger de l'armée chinoise d'arrêter et de retirer ses installations militaires sur les îlots en Mer de Chine. Concrètement, les visites d'élus étasuniens à Taïwan se multiplient, le vote d'une loi (*Taipei Act*) en mars 2020 renforce les relations diplomatiques, commerciales et militaires avec Washington. Pékin dénonce en octobre dernier la vente, pour 1,8 milliards de dollars, de missiles, lance-roquettes et équipements électroniques à Taïpei. Les survols d'espace aérien par des avions de chasse chinois et les chassé-croisé des navires militaires sont monnaie courante. En aout 2020, des missiles chinois à longue portée et anti-porte-avions ont été testés juste après le survol d'un bombardier furtif américain. En janvier et février 2021, la marine étasunienne a patrouillé aux abords des îlots militarisés par la Chine et dans le détroit de Taïwan. La Chine y répond avec une flotte moderne : le nombre de destroyers, frégates, sous-marins a doublé en 5 ans. En avril 2021, la Chine a envoyé 25 avions militaires dans l'espace aérien de l'île. Selon Xi, la Chine sera « réunifiée » selon le principe « *un pays, deux systèmes* » qui a prévalu à Hongkong. Pékin envisage même un tunnel marin de 140 kilomètres pour rattacher Taïwan au continent.

Avec un budget officiel annuel en hausse de 6,8 % en 2021, à 175 milliards d'euros, l'armée est loin de celle des États-Unis mais dépasse maintenant les autres. Les entreprises chinoises d'armement sont au deuxième rang des ventes dans le monde en 2020 (15,7 % du marché contre 61 % pour les États-Unis) même si une grande part est due aux achats de l'APL. Selon Washington, l'armée de l'air est capable de lancer des missiles antisatellites, y compris contre les satellites militaires situés sur l'orbite la plus lointaine à 36 000 kilomètres. Avec la création d'un nouvel avion bombardier furtif, d'un destroyer lanceur de missiles et

1 aout 2017, inauguration de la base de Djibouti, photo AFP



un troisième porte-avions, l'armée de 2 millions de soldats dotée de l'arme nucléaire, de satellites et de missiles intercontinentaux est celle d'une puissance impérialiste. Ce budget ne comprend pas celui de la recherche et développement en armement ni les 20 milliards de dollars annuels de la police armée du peuple (PAP), l'organe paramilitaire chargé de la répression intérieure. Comme les garde-côtes, la PAP a été rattachée à l'APL à la demande du gouvernement actuel.

COMMENT LE RATTACHEMENT DE HONGKONG MONTRE-T-IL QUE LA CHINE EST IMPÉRIALISTE ?

Hongkong a servi au rétablissement du capitalisme et à l'affirmation de l'impérialisme, mais ses particularités, les libertés démocratiques comme l'influence étrangère, sont perçus comme une menace intolérable pour le pouvoir. En 1997, Hongkong est revenue à la République populaire de Chine après avoir été une colonie britannique durant 99 ans. Cela a joué un grand rôle dans la restauration du capitalisme en RPC et dans l'accumulation d'un capital national échappant aux puissances impérialistes rivales. Aujourd'hui, la bourse est le 5^e marché d'actions du monde, après Shanghai et devant Londres.

Hongkong servait jusqu'alors de sas ou d'asile aux réfugiés politiques, artistiques ou religieux de RPC et se distinguait du reste de la Chine car la population y jouissait de quelques droits démocratiques (pluripartisme, médias concurrents, droit de se syndiquer, droit de manifester, pas de censure sur les éditeurs...), héritées de concessions tardives de la Grande-Bretagne alors que Xi renforce une chape de plomb sur le continent.

La bourgeoisie locale est de taille conséquente (le PIB dépasse 300 milliards d'euros, de la taille de celui de l'Irlande), Elle est polarisée entre les impérialisme chinois, américain, britannique et japonais. L'État chinois y stationne près de 6 000 soldats depuis 1997. C'est donc lui qui l'emporte. Le gouvernement de Pékin compte aligner Hongkong dont l'exemple risque de contaminer le continent.

La jeunesse étudiante et lycéenne de Hongkong s'est levée, en octobre 2014 contre les élections truquées organisées par les hommes de paille de Pékin.

Les services secrets chinois ne se privent pas d'enlever des militants, des éditeurs, des avocats et même des patrons ciblés par Xi. Cela ne suffit pas au pouvoir central : en février 2019, à ses ordres, le gouvernement local veut permettre les extraditions judiciaires par une loi. Au cours de manifestations de masse, la jeunesse a tenté de la faire retirer. Elle a reçu l'appui d'une grande partie de la population et de la classe ouvrière. Mais la direction étudiante ne s'est jamais tournée vers la classe ouvrière, elle s'est partagée entre le pacifisme petit-bourgeois et les illusions envers la bourgeoisie américaine.

Le mouvement n'a pas étendu les mots d'ordre aux revendications sociales et à l'ensemble de la Chine. Cela reste le seul moyen de ne pas tomber dans le piège du séparatisme nostalgique de l'oppression coloniale. C'est ce qu'a craint le plus le gouvernement de Xi qui joue de la division entre les populations de Hongkong et du reste de la Chine et du chantage à l'immixtion étrangère.

Pékin a instauré une nouvelle loi sécuritaire le 30 juin 2020 pour punir toute tentative de « sécession, terrorisme et collusion avec des puissances étrangères ». En lançant son offensive avec une police supplémentaire venue du continent, Xi répond aux menaces de ses concurrents, Trump en tête. Ce dernier a fait adopter le 14 juillet une nouvelle loi (*Hong Kong Autonomy Act*) pour isoler économiquement Hongkong en cas de reprise en main par Pékin.

Biden n'a pas remis en cause les mesures antichinoises de Trump. Mais la reprise en main de Hongkong est bien une victoire pour Pékin. En janvier 2021, l'arrestation de 53 militants « prodémocratie » dont le secrétaire national d'une confédération syndicale confirme la prise en main impérialiste de Pékin. Fin mars 2021, Pékin a promulgué la révision de la loi dite « fondamentale » de Hongkong dont le parlement aura maintenant 90 membres (contre 70 précédemment) dont 20 seront élus au suffrage universel (contre 35), la majorité sera nommée par l'État central ou reviendra aux représentants de « groupes socio-professionnels ». Le sort fait à Hongkong par Pékin sert aussi à intimider Taiwan, un État peuplé de Hans qui reste dans l'orbite des impérialismes américain et japonais.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES POUR LE PROLÉTARIAT CHINOIS ?

L'État chinois consacre des milliards de yuans à la sécurité publique et interdit au prolétariat toute organisation indépendante. Même la confédération syndicale est sous le contrôle total du parti unique. Des grèves éclatent pour augmenter les salaires, payer les arriérés de salaires, diminuer le temps de travail, interdire les brimades, instaurer et consolider une assurance-maladie, exiger des indemnités chômage... Les salaires, en conséquence de l'activité revendicative, augmentent, diminuant l'attraction de la Chine. De nombreuses révoltes ont eu lieu contre des expropriations de terre décidées par des caciques locaux, contre les pollutions. Le mécontentement grandit chez les étudiants, les intellectuels, les artistes. Peu à peu, les masses tentent de desserrer courageusement l'étreinte policière.

Plus de 2 000 grèves et protestations auraient lieu chaque année. Il semble que plusieurs tentatives de constitution de syndicats ont été réprimées. Selon le *China Labour Bulletin* qui tente de comptabiliser les luttes et résistances ouvrières, il y a une hausse des grèves après 2015, année de ralentissement économique et du krach boursier. En 2018, la grève des travailleurs de l'entreprise Jasic à Shenzhen a reçu le soutien d'étudiants pour fonder un syndicat indépendant du pouvoir. La répression s'est à nouveau abattue sur les meneurs.

Avec la crise économique de 2020, le prolétariat chinois a subi les licenciements et des baisses de revenu. Les grèves ont augmenté significativement pour cette raison en mai et en juin. Mais à ce jour, les informations venant du pays n'indiquent pas que la centralisation, la constitution de réseaux, d'organes ou d'associations indépendantes ouvrent la voie à l'auto organisation des masses.

Le capitalisme engendre ses propres fossoyeurs. La classe ouvrière est devenue majoritaire. Par la place décisive qu'elle occupe dans les rapports de production face au capital, par la collaboration entre travailleurs par le capital, par la concentration d'ouvrières et d'ouvriers dans les usines, la classe ouvrière est capable de lutter avec conséquence pour les libertés démocratiques (presse, réunion, vote, élections, liberté d'organisation...), contrairement aux opposants bourgeois « démocratiques ». Une telle lutte devra en finir avec l'oppression nationale par le droit à l'autodétermination des peuples. La lutte pour le partage des terres entre les paysans pauvres aboutira avec l'expropriation des grands propriétaires fonciers, sans indemnités ni rachat. Les travailleurs ont les moyens de renverser la minorité capitaliste en dirigeant un front uni des classes exploitées pour renverser la dictature de Xi Jinping et du parti unique capitaliste.

Le sort du monde dépend largement de la capacité de ce gigantesque prolétariat à briser le carcan de l'État policier, à rallier les femmes, les paysans travailleurs et les artisans, les étudiants, les cadres techniques, les minorités nationales, à détruire son propre impérialisme. Pour remplir ce rôle historique, il lui faut édifier ses propres organisations : ses syndicats, ses comités, ses piquets de grève, ses milices d'autodéfense, son parti, authentiquement communiste, internationaliste. Avec ces armes, la classe ouvrière chinoise peut et doit prendre le pouvoir pour établir un gouvernement des travailleurs, expropriateur des capitalistes.

Cent ans après la fondation du Parti communiste chinois, les tâches des révolutionnaires sont de défendre, contre la bourgeoisie impérialiste de Pékin, la nécessité de prendre le pouvoir, d'exproprier les capitalistes, d'instaurer le contrôle ouvrier dans les entreprises, d'établir les conseils centralisés démocratiquement pour établir son propre pouvoir. La dictature du prolétariat contre les classes exploiteuses, l'alliance avec la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes ouvrira la voie à la planification économique, démocratiquement décidée par les travailleurs. En se liant aux travailleurs du monde entier, au premier chef ceux du Japon, de Corée et du Vietnam, la classe ouvrière chinoise peut ouvrir la voie aux États-Unis socialistes d'Asie et au communisme mondial.

octobre 2021

[Thèses adoptées par la 6^e conférence du Groupe marxiste internationaliste, section française du Collectif révolution permanente]



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]
Abonnement 12 euros pour 5 numéros à l'ordre de ARTP

Adresse postale

ARTP / AGECA service boîtes postales /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du GMI : groupemarxiste.info

Site du CoReP en plusieurs langues :
revolucionpermanente.com

Für Räte macht und Revolution!

KLASSENKAMPF

KRETA CIRKLO

CERCLE DE GUIX CIRCULO DE TIZA

socialismo
aù
barbareco





Un pays est impérialiste quand son capitalisme repose sur de grands groupes et quand son État opprime d'autres nations. C'est la raison pour laquelle Lénine considérait la Russie de 1914, bien plus arriérée que la Chine de 2014, comme un État impérialiste, même si elle n'exportait pas de capitaux.

Un pays qui est au point de vue économique le plus arriéré (Russie), et où l'impérialisme capitaliste moderne est enveloppé, pour ainsi dire, d'un réseau particulièrement serré de rapports précapitalistes. (Lénine, L'Impérialisme, 1916, Oeuvres t. 22, Progrès, p. 279)

Trotsky le suivait en caractérisant la Tchécoslovaquie de 1938, qui n'exportait pas non plus de capitaux, comme impérialiste.

La Tchécoslovaquie représente un État absolument impérialiste. Économiquement, il y règne le capital monopoléur. Politiquement, la bourgeoisie tchèque domine diverses nationalités opprimées. (Trotsky, « Une leçon toute fraîche », 10 octobre 1938, Oeuvres t. 19, ILT, p. 63)

La Chine opprime directement les Ouïgours et les Tibétains maintenus par la force au sein de la RPC. Elle a vu naître de grandes entreprises de taille mondiale : 95 groupes parmi les 500 premières multinationales en fonction de leur chiffre d'affaires, derrière les États-Unis (128), mais devant le Japon (57), la France (31) et l'Allemagne (28). De plus en plus, la bourgeoisie chinoise exporte à son tour des capitaux. Pour 2014, la Chine est le 3^e investisseur dans le monde. Les flux annuels d'investissement à l'étranger des groupes capitalistes chinois (« IDE sortants ») rattrapent ceux des groupes étrangers en Chine (« IDE entrants »).

De janvier à aout, les investissements directs de l'étranger, qui excluent les investissements dans le secteur financier, se sont élevés à 78,34 milliards de dollars, en baisse de 1,8 % par rapport à la même période l'année dernière, selon le ministère. En revanche, les investissements directs chinois à l'étranger effectués par les sociétés non financières ont augmenté de 15,3 % à 65,17 milliards de dollars durant la même période. (Xinhua, 17 septembre 2014)

Sous forme d'achat d'entreprises locales ou de fondation de filiales des groupes chinois (investissement direct à l'étranger) et surtout de prêts (investissement de portefeuille), un flot de capitaux chinois se déverse sur l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. En plus d'importer des matières premières d'Amérique latine et d'y exporter des produits manufacturés, la RPC envoie des capitaux sous différentes formes. Par exemple, le groupe chinois Huapont Nutrichem vient d'acquérir 20 % des actions du groupe argentin de la chimie Albauch LLC (*Clarín*, 15 novembre 2014). Les privatisations par les gouvernements grecs ont facilité l'implantation des groupes capitalistes chinois. Par exemple, en 2009, la China Ocean Shipping Company (Cosco) a obtenu le port du Pirée. La Chine investit aussi dans des pays impérialistes comme la France.

Aéroport de Toulouse, Louvre Hotels, PSA Peugeot Citroën, domaines viticoles... Les acquisitions d'investisseurs chinois en France se multiplient, de l'industrie aux services en passant par l'agriculture. (Les Échos, 8 décembre 2014)

Révolution communiste n° 9, janvier 2015
